

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20e)
Chèque postal : Jean Girardin 1194-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE		ETRANGER	
Un an.....	22 fr.	Un an.....	30 fr.
Six mois.....	11 fr.	Six mois.....	15 fr.
Trois mois.....	5 fr.	Trois mois.....	7 fr. 50

Chèque postal : J. Girardin 1194-98

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

APRÈS DIJON

NOUS SOMMES PRÉVENUS

DIMANCHE dernier, le sinistre aventurier qui occupe présentement le poste de chef du gouvernement français, Tardieu-N'Goko-Shanga s'est livré à une manifestation oratoire dans l'ancienne capitale bourguignonne.

A la veille de la rentrée des Chambres, il est d'usage que le président du Conseil prononce un discours-programme propre à délimiter par avance la majorité sur laquelle il peut compter.

Nous tiendrions ce discours pour un simple morceau d'éloquence ministérielle — c'est-à-dire pour quelque chose de pas très intéressant — si certaines phrases prononcées à dessein ne révélaient chez Tardieu la volonté bien nette d'accentuer coûte que coûte la répression qu'il fait peser sur le pays depuis son arrivée au Pouvoir.

Voulant donner des gages à la bande des piliers de sacristie et de traîneurs de sabre qui composent sa majorité, l'escroc de l'Oms-Bagdad s'est livré à de véritables provocations, vis-à-vis des organisations ouvrières. Qu'il s'agisse des fonctionnaires ou de cette assemblée de pleutres qu'on appelle la S. F. I. O., Tardieu a prononcé des menaces précises.

« Nous montrerons, si l'on veut passer des paroles aux actes, que nous sommes décidés à faire respecter l'ordre par tous les moyens ».

Voilà qui éclaira singulièrement la situation.

Pour bien faire comprendre que ce n'étaient pas des paroles en l'air, le ministre de l'Intérieur se livre depuis lundi à une manœuvre infâme à la faveur d'un accident de chemin de fer.

Dimanche soir, à Montereau, le rapide Paris-Marseille dérailla, causant sept morts et huit blessés. Dès le lendemain matin et sans que rien ne puisse légitimer pareille assertion, les journaux impriment que l'accident serait dû à la manœuvre criminelle d'extrémistes qui auraient mis sur les rails un vieux « lory » pour faire dérailler le train dans lequel voyageait M. Tardieu et que si le train présidentiel avait échappé à l'attentat, c'était sans nul doute parce que les auteurs du sabotage criminel s'étaient trompés d'heure.

On nous parle d'étrangers travaillant sur la voie qui auraient quitté mystérieusement la région dès le lendemain de l'accident, on enquête (?) sur diverses personnalités n'ayant pas la renommée d'être les admirateurs de Tardieu, on se livre dans les quotidiens à un véritable délire de roman-feuilleton.

La vérité est beaucoup plus simple. Le train a déraillé à une courbe très accentuée où l'on faisait d'habitude passer les trains à l'allure de 30 kilomètres à l'heure et où, depuis samedi dernier, ils roulaient à 90 km.

Mais la version de l'attentat satisfait et la Compagnie P.-L.-M. (qui pousse même le cynisme jusqu'à offrir une prime à ceux qui découvriront ou aideront à découvrir les « criminels ») et le gouvernement qui voit là l'occasion de se livrer à une vaste opération policière sur les milieux d'extrême-gauche.

En Indochine, malgré que les thuriféraires du colonialisme affirment que « notre mission civilisatrice se poursuit lentement mais sûrement », les Cochinchinois se révoltent un peu partout. Le soulèvement prend une allure assez sérieuse, le mot d'ordre n'est pas celui d'une revendication, d'une constitution plus ou moins vague, mais vise à bouter hors de la Cochinchine les esclavagistes européens qui font peser sur les malheureux indigènes une véritable terreur.

Un journaliste bourgeois, Louis Roubaud, qui enquête sur place pour une feuille nettement gouvernementale, envoie des dépêches qui en disent long sur la manière dont sont traités les pauvres Indochinois. Il ne cache pas combien certaines façons d'agir des « civilisateurs » sont révoltantes à un haut degré. Il cite même une séance de tribunal au cours de laquelle un « coolie » fut condamné durement à la prison pour avoir chanté une chanson patriotique et où un blanc fut simplement frappé d'une condamnation

avec sursis pour avoir volé et maltraité quelques indigènes.

Naturellement, Tardieu fait dire par sa presse servile que tout ce mécontentement est l'œuvre d'une longue et sournoise propagande des agents de Moscou.

Dernièrement, les agents des P. T. T., devant le refus constant du gouvernement de tenir la promesse de péréquation des traitements, se livrèrent à une manifestation de deux heures dans les bureaux centraux.

Le lendemain, toute la presse stipendiée voyait encore dans ce mouvement la main des agents de Moscou.

Comme on le voit, la manœuvre est simple. Qu'il s'agisse d'un accident, d'une grève, d'un mouvement de mécontentement quelconque, c'est Moscou qui est passé par là.

En 1919, pour faire élire une Chambre bleu-horizon, on avait lancé le spectre de l'homme-au-couteau-entre-les-dents.

En 1930, on recommence la manœuvre, mais cette fois c'est beaucoup plus grave, ce n'est pas pour essayer de faire élire quelques députés de droite ; il s'agit de légitimer par avance toute une série de mesures répressives.

A force de dire : c'est la main de Moscou, ce sont les extrémistes, les feuilles d'information (?) espèrent faire naître une sorte d'aversion de la foule pour les révolutionnaires de toute école et ainsi voir Tardieu presque acclamé comme un sauveur le jour où il voudrait se décider à un coup de force soi-disant pour se délivrer des « ennemis de l'ordre et de la propriété ».

Le discours de Dijon peut donc être considéré non seulement comme un avertissement, mais aussi comme un défi.

C'est une menace directe adressée à tous ceux qui ne voudront pas admirer Tardieu — ou qui, s'ils le combattent, voudront employer autre chose que des armes académiques pour le faire.

Connaissant la « manière » de Tardieu et de son compère le Chiappe, nous pouvons en déduire que cela nous promet encore de beaux jours pour la filaille.

Ainsi, le fascisme s'installe petit à petit en France, sans qu'il soit besoin de coup d'Etat. Le Parlement est à plat ventre devant l'homme sans scrupule qui est à la tête du gouvernement. Quant aux démocrates et aux socialistes, nous avons trop entendu les leaders radicaux ou unifiés parler de la « loyauté », de la « franchise » du président du Conseil pour espérer que leur opposition aux faits et gestes de Tardieu se traduira autrement que par des discours ou une retraite théâtrale sur l'Aventin.

La classe ouvrière n'a donc à compter que sur elle-même pour défendre ses maigres, très maigres libertés menacées.

Tardieu emploiera tous les moyens pour défendre l'ordre capitaliste. Nous devons répondre en employant tous nos moyens pour attaquer plus vivement que jamais ce régime de sang, de rapines et de police.

Par dessus tous les politiciens, la classe ouvrière doit s'appuyer à faire front contre la nouvelle série d'attentats policiers que Tardieu s'apprête à commettre. Et les anarchistes ne seront par au dernier rang.

NOTRE LIBRAIRIE

Les camarades trouveront en 4e page une liste d'ouvrages de propagande et d'éducation.

Nous ne saurions trop recommander à nos amis et lecteurs de réserver leurs commandes de livres et brochures à la Librairie d'Éditions Sociales, dont tous les bénéfices vont à la propagande, et peuvent concourir dans une large mesure à assurer la parution régulière de notre Libertaire.

Nous rappelons qu'étant dans l'impossibilité de faire actuellement aucune avance de fonds, il est indispensable de joindre son montant à chaque commande. Nous ne pouvons pas non plus expédier contre remboursement.

Achetez donc tous vos livres à la Librairie d'Éditions Sociales, et vous ferez œuvre de propagande.

PONS ET BLANCO

ne peuvent être extradés

Nous avons, la semaine dernière, intéressé nos lecteurs sur le cas douloureux de deux révolutionnaires espagnols Pons et Blanco.

Nous avons dit que la Chambre des mises en accusation de Montpellier devait statuer sur la demande d'extradition du gouvernement espagnol.

Elle a statué. Et au mépris du droit d'asile, elle a accordé gain de cause aux geôliers d'Espagne.

Mais le gouvernement français a son mot à dire. Il n'est pas sans savoir que tout le Midi s'agite pour la défense de Blanco et de Pons. Il connaît, sans nul doute, la loi concernant les extraditions et il se doit de la faire respecter.

Pons et Blanco ne peuvent pas être extradés. Mais comme leur juste cause ne suffit pas à les protéger, nous crions, en leur faveur, au secours !

TOULOUSE

Comité Régional du Droit d'Asile

OUVRIERS, HOMMES DE CŒUR

Deux de nos nôtres vont être extradés, si nous n'y prenons garde, sur la demande des successeurs de Primo de Rivera.

L'extradition équivaut à la mort. Nous ne le permettrons pas. Assistez toutes et tous au grand

Meeting de protestation

Samedi 7 juin, à 20 h. 30

grande salle de la Bourse du Travail

Orateurs : VAILLAUX, du Comité du droit d'asile ; FORGUES, délégué de la Bourse du Travail, et orateurs locaux.

PROPOS D'UN PARIA

La municipalité de Melun n'avait trouvé d'autre moyen pour remplir sa caisse des écoles que d'organiser des spectacles taurinomatiques. Oh ! il ne s'agissait pas de mise à mort avec tous les raffinements de cruauté qui font la joie des vrais aficionados. C'étaient, tout simplement quelques vieux bœufs de taureau, aux cornes préalablement embouées, vieux routiers de la piste et des jeux provençaux qui allaient être aux prises avec des maladroits d'occasion, les seuls qui eussent, dans l'affaire, quelque chose à risquer.

A l'annonce de ces réjouissances « sangnaries » le sang des vieilles dames qui président aux destinées de la société protectrice des animaux, « ne fit qu'un tour ». Toutes ces amoureux de « petit » « chien-cien à sa mère » qui tombent dans les pommes et font appel aux hommes de l'art lorsque leur petit chouchou est constipé, résoluient d'empêcher, à tout prix un spectacle aussi cruel. Elles décidèrent que l'heure n'était plus aux vains discours mais aux actes.

Et c'est ici que cela tourne à l'épopée. En moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, six cents personnes furent rassemblées qui partirent en jurant d'empêcher cette monstruosité. Ces braves gens envahirent la piste, et tandis que les tauraux pleuraient d'émotion, les gardes jaloux que tant de sollicitude aille à d'autres ruminants se ruèrent sur les gens de la S.P.A., et les vidaient non sans fracas.

Evidemment, on ne peut que féliciter ces personnes au cœur sensible de l'exemple d'action directe qu'elles ont donné à ce qu'on est convenu d'appeler la masse, la masse qui subit bien d'autres horreurs qu'un simulacre de corrida et qui, passivement accepte.

Nous pourrions nous en tenir là. Il convient, pourtant, de dénoncer l'hypocrisie de ces personnes spécialisées dans la défense des animaux.

Certes, nous jugeons tout qu'il est stupide, mieux qu'il est profondément lâche de faire subir à un animal une souffrance quelconque. Les chiens et les chats sont assez capables de se mordre et de se griffer entre eux sans qu'il soit besoin de les aider. Mais, il nous faut bien constater qu'il existe un animal sur lequel s'acharne la souffrance, un animal qu'en certaines circonstances on n'hésite pas à détruire par centaines de mille, un animal dont les petits ne sont pas toujours sûrs de trouver la pâtée, un animal qui fait croire, malgré les apparences, aussi intéressant que les tauraux de course.

Aussi, je terminerai en appelant l'attention de ces messieurs et dames de la S.P.A. et de ceux que cela pourrait intéresser sur la triste situation qui est faite au bipède humain et je ne désespère pas, lorsqu'il sera question de lui faire exécuter comme en 1914, une « corrida de la morte » de cinq années, de voir tous ces défenseurs des animaux à quatre pattes passer à l'action au nom de la société protectrice des hommes. — Pierre Mualdes.

LES FORMES SOURNOISES DE LA DICTATURE

LA BUREAUCRATIE

Un certain branle-bas prélude à la reprise des « travaux parlementaires ». Cela fait l'objet de gloses journalistiques.

Ces messieurs s'étant adjugés quarante jours de congé, payé, à l'occasion de Pâques, vont reprendre, pour quelque temps, leur occupation capitale : ils vont se remettre à travailler ! Nous voulons bien croire qu'ils ont mis leurs vacances à profit pour renouveler leur stock de discours, de harangues, de projets et de combines. Ils nous amèneront certainement du vieux neuf.

Peu importe ! Qu'y a-t-il de plus indifférent à la vie d'un régime comme le nôtre que le « travail » des députés, que l'existence d'un parlement ?

Le Parlement n'est qu'une façade qui se superpose à une autre façade : la souveraineté du Peuple ! Au delà de ces apparences il y a une réalité : la Bureaucratie.

Les ministres, en principe, délégués de l'exécutif en fait, émanation du Parlement, sont eux-mêmes des soliveaux branlants. Rois éphémères de la Démocratie, appelés à l'exercice d'un Pouvoir incertain et précaire, ils passent, disparaissent, s'en vont, reviennent, pour revenir et repartir encore. Ce serait leur accorder des vertus hors-classe que de supposer que leur souci principal n'est pas de tirer tout le profit immédiat possible de chacun de leurs passages à la gouvernance et de combler leurs amis et créatures, la clientèle.

Dieu, ou le Diable, sait ce qu'un Tardieu, ce qu'un Briand peut avoir de clients au sens romain et républicain du mot !

Les ministres passent... les Bureaucrates demeurent. Vrais piliers du régime arc-boutants solides des institutions, ils en maintiennent intransigemment l'architecture, ils en assurent la stabilité et la permanence, ils en garantissent la continuité du principe et l'immuabilité des formes, à l'heure même des grandes métamorphoses et des cataclysmes.

C'est parce que la royauté n'a pas su s'étayer sur une bureaucratie compacte qu'elle a chu au souffle de l'orage populaire, tempête suscitée primitivement par les candidats bourgeois à la bureaucratie.

Louis Quinzième exigeant de son entourage des titres de noblesse remontant aux croisades a porté inconsciemment un coup fatal à la Monarchie ; Louis Seizième servit de bouc émissaire à tous les dépités, à toutes les envies, à toutes les haines procédant de ces dépités et de ces envies. Quatre-vingt-neuf n'a, à l'origine, (son esprit s'est développé par la suite, pour revenir au point initial avec le Corse) pas d'autre cause psychologique, que la soif bureaucratique bourgeoise.

Le régime né avec tant de peine et tant de lenteur des tâtonnements néo-monarchistes et néo-impérialistes du XIX^e siècle — régime baptisé républicain, bien que le mot République ne figure point dans la Constitution — a trouvé le secret de la durée en soignant tout particulièrement la Bureaucratie. Il a su créer une ad-mi-nis-tra-tion « que l'Europe nous envie » ! Un manœuvrier formidable a poussé ses racines, ramifiées à l'infini, dans l'Alfos d'une nation qui, dès lors, est condamnée à mourir sans rémission. La nation, le peuple français, subsiste péniblement. Les caractères de la déficience multiple s'accusent de génération en génération, de décade en décade : dépeuplement, appauvrissement, envahissement météorique, affaiblissement, affai-

sement, défaillances physiques et intellectuelles, corruption, décomposition, tels sont quelques-uns de ces caractères, indéniablement acquis aux temps présents et au pays.

Sans doute on pourrait retrouver les mêmes signes et les mêmes caractères ailleurs qu'en France, mais nulle part on n'en trouverait l'équivalence en mal.

Si l'Europe et l'Univers nous envient notre administration, comme le dit si bien Joseph Prudhomme, l'Univers et le Monde n'ambitionnent sûrement pas la déficience que nous manifestons dans tous les domaines, dans tous les genres d'activité — hormis les genres d'activité factices et funestes, dont la Bureaucratie se pare en signe de triomphe.

Des laudateurs gouvernementaux ont eu le front de placarder sur tous les murs les délices du régime français comparés aux malheurs du régime britannique. Cela ne donne le change qu'aux imbéciles. Convenons que les imbéciles sont légion et accordons une certaine connaissance du Français moyen à ces cyniques.

Je ne dirai pas qu'il est sans importance que le peuple français aille à la décadence irrémédiable et qu'il sombre par la faute d'une bureaucratie dévorante.

Si le fait national ne comporte pas pour nous les mêmes déductions, les mêmes conclusions qu'il suggère aux partisans d'une renaissance monarchiste, cela ne signifie pas que nous le tenions pour nul.

Il sied qu'en toute circonstance nous fassions toucher le mal du doigt. Or, la bureaucratie, toute bureaucratie est un chancre rongeur.

Ce n'est pas une raison parce qu'elle est républicaine, parce qu'elle crée un fait national, en relation du reste avec un fait social plus étendu, pour que nous n'en dénonçons pas le danger et le péril. N'est-elle point d'ailleurs la quintessence de l'étatisme, l'image concrète d'une dictature sournoise, anonyme, irresponsable, occulte et intangible, la pire de toutes les dictatures !

RHILLON.

ABONNEMENTS SPÉCIAUX

Afin d'assurer au Libertaire des ressources sérieuses et de trouver parmi nos acheteurs au numéro des abonnés, la Commission Administrative de l'U. A. C. R. a décidé d'offrir gratuitement à partir du 15 juin — et pour un délai qu'elle limitera par la suite — dix brochures, au choix, pour un abonnement d'une année et cinq pour un abonnement de six mois.

Qui refuserait donc de fournir des ressources régulières à son journal, sans qu'il lui en coûte puisque l'abonnement par lui-même n'est point onéreux, et tout en procurant de bonnes brochures qui seront profitables à soi-même et à d'autres ?

Contre la guerre qui vient

L'Union Anarchiste organise, pour le 27 courant, un grand meeting contre la guerre qu'on prépare dans les chancelleries. Elle prie tous les camarades d'en prendre note. Et elle demande à ses adhérents de la Région Parisienne de lui apporter, à cette occasion, tous les concours désirables.

DIMANCHE 8 JUIN

Grande Balade Champêtre du Libertaire

dans les bois de Garches

Au lieu dit le terrain de Manœuvre

BAL CHAMPÊTRE

Pour se rendre au lieu de rendez-vous prendre l'allée de Retz à gauche et entrant dans le parc et suivre les flèches.

Prière aux camarades d'apporter leurs provisions et des jeux.

Heures des trains Gare Saint-Lazare : 8 h. 29 — 9 h. 29 — 9 h. 59 — 10 h. 29 — 10 h. 59 — 11 h. 29 — 11 h. 59 — 12 h. 29. Prix aller et retour : 5 francs.

(En cas de mauvais temps, la balade sera renvoyée au dimanche suivant.)

LA GUERRE, LA PAIX et le parti socialiste

Dans quelques jours, le Congrès S.F.I.O. de Bordeaux aura promulgué les opinions les plus officielles du parti sur les questions connexes à la « défense nationale ». Et après d'habiles et éloquentes interventions des grands manœuvriers, il aura voté quelque motion savamment calculée pour rallier, sinon l'unanimité, du moins « la plus grande majorité ».

En attendant, il convient de noter, à côté de l'attitude prise par les Blum, les Renaudel et autres Paul-Boncour, représentants de la grande tradition du patriotisme socialiste si glorieusement renforcée en 1914, celle prise par certaines fractions du parti. Il y a là un symptôme intéressant.

Non que nous nous fassions illusion. Il est à prévoir que ces fractions, se laisseront facilement « rouler » par les politiciens maîtres du parti, au nom de l'« intérêt supérieur » de ce même parti. Mais c'est déjà quelque chose d'intéressant à constater que de voir certaines idées s'affirmer avec une telle vigueur dans les milieux où les chefs officiels du socialisme s'étaient efforcés de les éliminer.

« ...Les travailleurs n'ont pas à donner de leur plein gré, en régime capitaliste, leur adhésion à une guerre, quelles qu'en soient les causes apparentes... S'ils sont entraînés de force à y participer, le parti socialiste ne saurait leur affirmer *a priori* qu'ils accompliront leur « devoir socialiste » en acceptant de subir l'obligation la plus arbitraire et la plus cruelle du régime. »

Ceci est un extrait de la motion Lagorgette, adoptée par la fraction la plus nombreuse de la Fédération de la Seine et n'a pas été sans scandaliser nombre de « bons Français ».

Je dirai d'ailleurs que si le sentiment d'horreur de la guerre qui s'y fait jour m'agré, je n'approuve guère la distinction que ce texte semble faire entre guerres imposées par un régime capitaliste et les autres. Est-ce à dire qu'il suffise qu'un régime ne s'intitule pas capitaliste pour que les travailleurs aient à donner de plein gré leur adhésion aux guerres qu'il entreprendra ? C'est la pure doctrine du bolchevisme, tout aussi dangereuse que celle de la défense nationale pure et simple.

Si l'on entre dans ce genre de distinctions, il n'y a pas de raison pour s'arrêter et pour ne pas décider qu'il faille défendre le pays le plus socialiste, le gouvernement le plus « socialisant ». En 1914-18, les socialistes français clamaient qu'il fallait sauver dans la France, mère des révolutions, toutes les possibilités d'avenir du socialisme et les socialistes allemands, s'engageant à juste titre de guerroyer pour la patrie du marxisme et sa terre de prédilection.

Il y a donc quelque faiblesse dans ces considérations à tendances « doctrinales », qui d'ailleurs « font très bien » dans les milieux auxquels elles s'adressent.

La question de la guerre est tragiquement simple. De quelque prétexte de défense, de n'importe quel régime quelle se couvre, elle constitue, dans les conditions où elle s'opère et s'opérera, une menace d'une gravité inouïe pour l'humanité. Elle nous promet une extermination d'une féroce inouïe avec, pour les survivants l'asservissement hébété, conséquence des obéissances et des disciplines inexorables subies. Par la dernière, nous avons un avant-goût de ce que donnerait la prochaine.

Les prolétaires, certes, ni aucun homme digne de ce nom « n'ont à lui donner de plein gré leur adhésion ».

Est-ce à dire qu'il faille se résigner à subir, à contre-cœur « l'obligation la plus arbitraire et la plus cruelle du régime » ?

C'est ici qu'il convient de réagir contre la mentalité d'acceptation que nous nous sommes laissés inculquer, et qui est un des plus déplorables effets de la grande guerre.

Il s'agit tout d'abord de ne pas commencer par admettre « qu'il n'y a rien à faire » contre des atrocités conformes, selon les uns ou les autres, à la « volonté de Dieu », à la force des choses, ou au « matérialisme historique ».

Mais « ne pas clamer à la guerre adhésion de son plein gré », c'est déjà un commencement.

Et par là les minoritaires se trouvent en opposition flagrante avec les dirigeants du parti, partisans déterminés de la défense nationale.

Déjà de braves gens agitent ces questions : Si ces tendances subversives prédominent dans le parti, Paul-Boncour pourrait-il rester président de la Commission des Affaires étrangères, Renaudel rapporter encore le budget de l'Aéronautique ?

Il est à présumer que tout au contraire ce seront les Paul-Boncour et les Renaudel qui l'emporteront, après avoir au besoin menacé de démissionner, non de leurs postes parlementaires, mais de leur place dans le parti socialiste, s'il ne faisait pas droit à leurs légitimes angoisses patriotiques.

Ils continueront leur manège, à dupier les autres et se dupier eux-mêmes en prétendant servir la paix par des fariboles d'arbitrage et de désarmement, imitées de celles de Nicolas II, qui ont si mal réussi à tout le monde en général et à Nicolas II lui-même. Ils continueront à empêcher l'action directe des gouvernés contre tous les gouvernants et tous les militarismes.

Mais parmi les opposants actuels, il s'en trouvera sans doute qui comprendront que l'épouvante question posée ne peut être écartée et que ce n'est pas sur un parti politicien qu'il faut compter pour la résoudre.

EPSILON.

RADOVITZKI EST LIBÉRÉ

En 1909, Simon Radovitzki fréquentait les groupements syndicaux et anarchistes de Buenos-Aires : il avait dix-sept ans. C'était alors une époque de lutte acharnée. Malgré les ordres du chef de la police Falcon qui prétendait interdire à Buenos-Aires tout mouvement dans la rue, une grande manifestation eut lieu. Plus de cent mille manifestants, avec drapeaux et pancartes se rendirent à la place Lorea où Falcon avait amassé ses troupes et notamment son « escadron de la mort ». Le choc se produisit.

Il fut terrible. La place fut jonchée de blessés et de morts.

Quelques semaines plus tard, le chef de la police, colonel Falcon et son secrétaire recevaient dans leur voiture une bombe qui mit en miettes la voiture et ses occupants.

Il n'y eut à déplorer que la mort d'un cheval innocent.

A quatre cents mètres de là, la police arrêta ensuite Simon Radovitzki qui, sachant le sort qui lui serait réservé avait tenté de se suicider de deux coups de revolver.

Tout le monde détestait Falcon et ses sbires, mais l'acte de Radovitzki sema l'épouvante chez les dirigeants. Il fut condamné à mort, mais, vu son jeune âge sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Depuis, le prolétariat de toute l'Amérique, les groupements révolutionnaires firent du nom de Radovitzki un drapeau et tout fut mis en œuvre pour faire connaître et aimer cette noble figure de révolté.

Après vingt ans de souffrances inouïes, Simon Radovitzki vient d'être libéré. Réjouissons-nous.

CH.

ce qui se publie LES LIVRES

RUSSIE, par Henri Barbusse (Flammario, éditeur). — Lorsque j'ouvris le livre, je m'attendais à quelque chose de sensationnel. En effet le prospectus de présentation nous indiquait que c'était pour ainsi dire le chef-d'œuvre de l'auteur du *Kéu*. En vérité, j'avais bien quelque appréhension en lisant dans ce prospectus que Barbusse était un des plus grands écrivains du siècle, un poète génial et autres épithètes hyperludiques à l'égard de l'auteur mais, cependant, j'attendais, sinon un chef-d'œuvre, du moins une œuvre.

Un an en Russie vaut bien tout de même ce que l'on ait vu quelque chose d'intéressant. Or, après avoir lu consciencieusement le livre de Barbusse, j'ai été stupéfait de la faculté avec laquelle on peut remplir 262 pages pour ne rien dire qui vaille la peine d'être publié.

Des descriptions de paysages d'un lyrisme échevelé — pour peu qu'il veuille s'en donner la peine, Barbusse nous prouvera que c'est grâce au régime soviétique que la Crimée a un climat de rêve — quelques statistiques vieilles de deux ans, un chapitre sur l'homme le plus vieux du monde, un entretien avec Gorki duquel il ne ressort rien de bien intéressant tant l'entretien joue un rôle secondaire dans ce chapitre — et c'est tout.

Ah ! pardon, j'oubliais ce que Barbusse veut considérer comme un « manifeste littéraire le plus important depuis Zola » — c'est-à-dire une série de lieux communs qui avaient déjà vu le jour sous différentes plumes et que Barbusse ramasse en deux chapitres tout à fait dépourvus de vitalité.

L'auteur consacre aussi vingt pages au cinéma soviétique. — On chercherait, cependant, vainement un mot sur le régime de terreur, sur les emprisonnements politiques. Barbusse, en un an, n'a pas eu le temps de se précipiter.

En bref, c'est un bouquin comme les bolchevistes en pondent par dizaines, et l'on ne sait qui l'on doit plaindre le plus : de Barbusse, qui a commis cet ouvrage indigent ou du lecteur qui a dépensé douze francs pour un livre dont le moins qu'on en puisse dire c'est qu'il gâche beaucoup de papier pour rien. — LOUIS LORÉAL.

VIENDE PARAITRE Docteur Pierre Vachet CONNAISSANCE de la VIE SEXUELLE

Un livre que tout le monde doit posséder

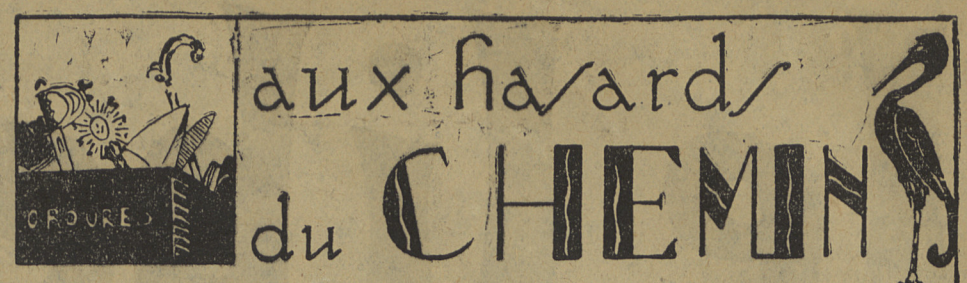
L'instinct génésique, le plus puissant des instincts, le plus « fatal » demeure souverain. C'est l'honneur d'hommes de pensée, de savoir et d'action que de se être adonnés à la tâche difficile de l'éducation sexuelle. Le docteur Pierre Vachet est de ceux qui, le plus courageusement et le plus brillamment, contribuent à cet effort nécessaire. A la fois homme de science, pénétré sur les problèmes complexes de la psychologie, conférencier disert, entraînant et convaincant, écrivain d'une extrême aisance, tout de clarté, osant le mot qui précise, l'anecdote qui image, son action est directe et yonnamte.

« Connaissance de la Vie Sexuelle » est l'un des plus importants, peut-être le meilleur des ouvrages du Docteur Pierre Vachet. Mais parmi ses mérites, celui dont peut s'enorgueillir particulièrement l'auteur, c'est l'utilité sociale de cette « Connaissance de la Vie Sexuelle » dont on peut dire qu'elle est une bonne action.

Ch.-Aug. Bontemps.

1 vol. 15 fr. — franco 16 fr. 25.

En vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies.



MALFAITEURS !

Les quotidiens nous ont, en la journée de mardi, donné une nouvelle preuve de la supériorité de l'homme sur la bête.

Un condamné à mort d'Amérique a été exécuté lundi 2 juin à la prison de Carson-City par un moyen qui donne vraiment une haute idée du génie humain.

On avait mis dans un baquet de l'eau et de l'acide sulfurique ; au-dessus du baquet un récipient était suspendu qui contenait douze boulettes de cyanure de potassium. On enferma soigneusement le patient dans la cellule, on cacheta toutes les extrémités pour qu'aucun souffle ne puisse s'échapper et, à un signal donné, on tira sur une ficelle qui fit basculer le récipient dans le baquet.

Au contact de l'eau et de l'acide sulfurique, les boulettes de cyanure dégagèrent des gaz qui asphyxièrent l'homme au bout de trois minutes, c'est-à-dire 180 secondes.

Un journal, qui pourtant avait montré naguère un beau courage dans l'affaire Sacco-Vanzetti, raconte, sans commentaires, le fait suivant :

Le condamné a montré le plus grand sang-froid jusqu'au bout et comme on lui demandait ses dernières volontés, il a eu le courage de répondre en plaisantant qu'il réclamait un masque contre les gaz.

Et le journaliste qui rédigea le « papier » a le courage de mettre en titre : « Il réclamait un masque contre les gaz ! ».

Décidément, la veulerie semble gagner toutes les feuilles, publiques comme les filles parce qu'elles se vendent à qui veut les acheter.

Nous aurions attendu quand même une protestation contre cet excès de sauvagerie.

Ainsi, maintenant, toutes les recherches de la science sont dirigées vers les œuvres de mort. Avions lance-bombes sans pilote, gaz asphyxiants perfectionnés, rayons de la mort, électrocution, tout est mis en œuvre pour apporter le carnage et l'assassinat avec le maximum de perfection.

Des gens au cœur sensible sont allés à Melun manifester parce qu'on bousculait quelque peu sans les mettre à mort quelques vieux bœufs aploctiques. Nul ne protesta contre le massacre journalier et sauvagement prémédité des humains.

Au nom de la loi, on tue, on guillotine, on garotte, on pend, on fusille, on électrocute, on asphyxie chaque jour.

Et ce sont les victimes que l'on appelle des malfaiteurs.

Que dire alors des assassins officiels ?

« Les assassins officiels »

VA-T-ON RETABLIR LE DELIT D'OPINION ?

Un grand journal intitulait ainsi une protestation, d'ailleurs excellente, contre les menaces dont le professeur Challaye, membre de la Ligue des Droits de l'Homme était l'objet pour avoir exprimé son sentiment sur certains procédés de civilisation employés en Indochine.

Non, il ne s'agit pas de « rétablir » le « délit d'opinion ». Pour la trop préemptoire raison que pour des délits d'opinion, des condamnations sont prononcées à jet continu par les juges professionnels, appliquant les « lois scélérates » avec le genre d'indépendance à l'égard des pouvoirs publics qui les caractérise.

Nous en savons quelque chose ici.

Et nous les rappelons à ceux qui semblent l'oublier.

UNE ENQUETE

Le fantaisiste auteur de *Makno et sa juive*, J. Kessel vient, de moins il l'écrit, dans un journal du matin, de faire une enquête dans les pays où sévit encore l'esclavage. La traite des noirs se pratique, paraît-il couramment en Ethiopie.

Dans l'*Œuvre*, la Fouchardière trouve que ce n'est pas la peine d'aller si loin pour trouver des esclaves, il y en a partout.

« Partout les hommes s'achètent, partout les femmes se vendent ».

Hélas ! Mais J. Kessel a-t-il seulement mis les pieds en Ethiopie ? Le monsieur a tellement d'imagination qu'il a très bien pu faire son enquête au coin de son feu !...

LES COULISSES DE LA VIE CHÈRE

La pêche du maquereau est si abondante à Douarnenez que les journaux nous annoncent que les pêcheurs ne trouvant pas à vendre tout ce poisson au taux qu'ils s'étaient fixés ont abandonné à la mer plus de 70.000 maquereaux.

Ce n'est pas la première fois que l'on détruit des denrées alimentaires lorsque leur quantité risque de faire baisser les cours.

Les marchands trouvent, évidemment, cela tout naturel. Ce qui ne l'est pas, c'est que les consommateurs qui protestent journellement contre la vie toujours plus chère n'aient pas encore songé à employer certains moyens, les seuls qui pourraient faire entendre la raison à l'Internationale des profiteurs.

Il y a encore des bœcs de gaz, que diable !

UN HOMME D'ESPRIT

« Malheureusement et jusqu'au jour où les anarchistes auront institué la dictature de la liberté, les nations seront dirigées par des gouvernements ! »

C'est Maurice Delépine qui écrit cela dans le *Populaire* en présentant la défense de son patriotisme.

Maurice Delépine est un homme d'esprit. Ça se voit...

Manœuvres scélérates

Comment on prépare une erreur judiciaire

La catastrophe de Montreuil a servi de prétexte à des manœuvres abominables.

La presse réactionnaire, d'instinct inspirée, sans doute, affecte de voir dans cet accident le résultat d'un « attentat » et d'attribuer cet « attentat » à tels éléments ouvriers révolutionnaires.

Il ne lui en faut pas plus pour réclamer une répression inexorable contre ceux qu'elle accuse, sans l'ombre d'une présomption plausible, de responsabilités en l'affaire.

Toutes les explications qu'elle donne du prétendu crime sont d'ailleurs absurdes et invraisemblables.

Tout au contraire, il semble bien que la catastrophe, comme le fait remarquer la Fédération unitaire des cheminots, soit tout simplement due à une courbure défectueuse de la voie récemment refaite.

Mais ceci met en jeu la toute-puissante compagnie P.-L.-M. et ne peut servir en rien les besoins de la politique Tardieu. Et il n'est pas certain que les hauts techniciens chargés, après coup, d'expertiser sur la réalité d'un attentat que l'on avait commencé par proclamer, auront le courage de rétablir les faits et de reconnaître que la faute incombe à leurs chers camarades, les ingénieurs de la compagnie.

...Sinon, et l'on nous en prévient, la police sera invitée à trouver des coupables et à les trouver dans certains milieux.

Il serait si utile à la politique de M. Tardieu de trouver des coupables de ce genre, contre lesquels exploiter l'indignation organisée de « l'opinion publique ».

C'est dans ces conditions que s'organisent les belles « erreurs judiciaires », utiles à la raison d'Etat.

Attention à ne pas en laisser perpétrer une de plus !

TROIS CONFÉRENCES de Michel BAKOUNINE

III

Chers compagnons ! Je vous ai dit la dernière fois comment la bourgeoisie, sans en avoir complètement conscience elle-même, mais en partie aussi et pour le quart sciement, s'est servie du bras puissant du peuple pendant la grande Révolution de 1789-1793 pour assier sur les ruines du monde féodal sa propre puissance. Désormais elle est devenue la classe dominante. C'est bien à tort qu'on s'imagine que ce furent la noblesse émigrée et les prêtres qui firent le coup d'Etat réactionnaire de thermidor, qui renversa et tua Robespierre et Saint-Just et qui guillotina et déporta une foule de ses partisans. Sans doute beaucoup de membres de ces deux corps déchus prirent une part active à l'intrigue, heureux de voir tomber ceux qui les avaient fait trembler et coupé la tête sans pitié à tant des leurs. Mais à eux seuls ils n'eussent pu rien faire. Dépossédés de leurs biens, ils avaient été réduits à l'impuissance. Ce fut cette partie de la classe bourgeoise qui s'était enrichie par l'achat des biens nationaux, par les fournitures de la guerre et par le maniement des fonds publics, profitant de la misère publique et de la banqueroute elle-même pour grossir leur poche, ce furent eux, ces vertueux représentants de la moralité et de l'ordre public qui furent les principaux instigateurs de cette réaction. Ils furent chaudement et puissamment

soutenus par la masse des boutiquiers, race éternellement malfaisante et lâche, qui trompe le peuple en détail, en lui vendant ses marchandises frauduleuses et qui a toute l'ignorance du peuple, sans en avoir le grand cœur, car toute la vanité de l'aristocratie bourgeoise, sans en avoir les poches pleines ; lâche pendant la Révolution, elle devient féroce dans la réaction. Pour elle toutes ces idées, qui font palpitier le cœur des masses, les grands principes, les grands intérêts de l'humanité n'existent pas. Elle ignore même le patriotisme, et n'en connaît que les vanités ou les fanfaronnades. Aucun sentiment qui puisse l'arracher aux préoccupations mercantiles, aux misérables soucis du jour au jour. Tout le monde a vu et tous les hommes de tous les partis nous ont confirmé que, pendant ce terrible siège de Paris, pendant que le peuple se battait, et que la classe riche préparait la trahison qui livra Paris aux Prussiens, pendant que le prolétariat généreux, les femmes et les enfants du peuple étaient à demi affamés, les boutiquiers n'ont eu qu'un seul souci, celui de vendre leurs marchandises, leurs denrées, les objets les plus nécessaires à la subsistance du peuple au plus haut prix possible.

Les boutiquiers de toutes les villes de France ont fait la même chose. Dans les villes envahies par les Prussiens, ils ont ouvert leurs portes aux Prussiens ; dans les villes non envahies, ils se préparaient

à les ouvrir ; ils paralysèrent la défense nationale, et, partout où ils purent, ils s'opposèrent au soulèvement et à l'armement populaires, qui seuls pouvaient sauver la France. Les boutiquiers dans les villes aussi bien que les paysans dans les campagnes, constituent aujourd'hui l'armée de la réaction. Les paysans pourront et devront être convertis à la révolution, mais le boutiquier, jamais. Pendant la grande révolution, la bourgeoisie s'était divisée en deux catégories : l'une, constituant l'infime minorité, était la bourgeoisie révolutionnaire, connue sous le nom générique des Jacobins. Il ne faut pas confondre les jacobins d'aujourd'hui avec ceux de 1793. Ceux d'aujourd'hui ne sont que des pâles fantômes et de ridicules avortons, des caricatures des héros du siècle passé. Les Jacobins de 1793 étaient de grands hommes, ils avaient le feu sacré, le culte de la justice, de la liberté et de l'égalité. Ce ne fut pas leur faute s'ils ne comprirent pas mieux certains mots qui résumèrent encore aujourd'hui toutes nos aspirations. Ils n'en considèrent que la face politique, non le sens économique et social. Mais, je le répète, ce ne fut pas leur faute, comme ce n'est pas notre mérite à nous de les comprendre aujourd'hui. C'est la faute et le mérite du temps. L'humanité se développe lentement, trop lentement, hélas ! et ce n'est que par une succession d'erreurs, de fautes et de cruelles expériences sur-tout, qui en sont toujours la conséquence nécessaire, que les hommes conquièrent la vérité. Les Jacobins de 1793 furent des hommes de bonne foi, des hommes inspirés par l'idée, dévoués à l'idée. Ils furent des héros ! S'ils ne l'avaient pas été, ils n'eussent point accompli les grands actes de la Révolution. Nous pouvons et nous devons combattre les erreurs théoriques des Danton, des Robespierre, des Saint-Just, mais tout en combattant leurs idées

fausses, étroites, exclusivement bourgeoises en économie sociale, nous devons nous incliner devant leur puissance révolutionnaire. Ce furent les derniers héros de la classe bourgeoise, autrefois si féconde en héros.

En dehors de cette minorité héroïque, il y avait la grande masse de la bourgeoisie matériellement exploitante, et pour laquelle les idées, les grands principes de la Révolution n'étaient que des mots qui n'avaient de valeur et de sens qu'autant que les bourgeois pouvaient s'en servir pour remplir leurs poches si larges et si respectables. Une fois que les plus riches et par conséquent aussi les plus influents d'entre eux, eurent suffisamment rempli les leurs au bruit et moyen de la révolution, ils trouvèrent que la révolution avait duré trop longtemps, qu'il était temps d'en finir et de rétablir le règne de la loi et de l'ordre public. Ils renversèrent le Comité de Salut public, tuèrent Robespierre, Saint-Just et leurs amis, et établirent le Directoire qui fut une vraie incarnation de la dépravation bourgeoise à la fin du siècle passé, le triomphe et le règne de l'or, acquis et aggloméré dans les poches de quelques millions d'individus par le vol.

Mais la France, qui n'avait pas encore eu le temps de se comprendre et qui était encore toute palpitante des grands faits de la Révolution, ne put supporter longtemps ce régime. Il y eut deux protestations, l'une manquée, l'autre triomphante ; la première, si elle avait réussi, aurait sauvé la France et le monde. Le triomphe de la seconde inaugura le despotisme des rois et l'esclavage des peuples. Je veux parler de l'insurrection de Babeuf et de l'usurpation du premier Bonaparte.

L'insurrection de Babeuf fut la dernière tentative révolutionnaire du siècle passé. Babeuf et ses amis avaient été plus ou moins des amis de Robespierre et de Saint-

Just. Ce furent des jacobins socialistes. Ils avaient eu le culte de l'égalité, même au détriment de la liberté. Leur plan fut très simple : ce fut celui d'expropriar tous les propriétaires et tous les détenteurs d'instruments de travail et d'autres capitaux au profit de l'Etat républicain, démocratique et social, de sorte que l'Etat, devenant le seul propriétaire de toutes les richesses, tant mobilières qu'immobilières, devenait de la sorte l'unique employeur, l'unique patron de la société ; muni en même temps de la toute-puissance politique, il s'emparait exclusivement de l'éducation et de l'instruction égales pour tous les enfants, et forçait tous les individus majeurs de travailler et de vivre selon l'égalité et la justice. Toute autonomie communale, toute initiative individuelle, toute liberté en un mot disparaissait, écrasée par ce pouvoir formidable, la société tout entière ne devait plus représenter que le tableau d'une uniformité monotone et forcée ; le Gouvernement était élu par le suffrage universel, mais une fois élu et tant qu'il restait en fonction, il exerçait sur tous les membres de la société un pouvoir absolu.

La théorie de l'égalité fortement établie par la puissance de l'Etat n'a pas été inventée par Babeuf. Les premiers fondements de cette théorie avaient été jetés par Platon, plusieurs siècles avant Jésus-Christ, dans sa « République », ouvrage dans lequel ce grand penseur de l'antiquité essaya d'esquisser le tableau d'une société égalitaire. Les premiers chrétiens exercèrent incontestablement un communisme pratique dans leurs associations persécutées par toute la société officielle. Enfin, au début même de la révolution religieuse, dans le premier quart du XVI^e siècle, en Allemagne, Thomas Munzer, et ses disciples firent une première tentative d'établir l'égalité sociale sur un pied très large. La conspiration de Babeuf

A TRAVERS LE MONDE

EN SUISSE

Les résistants suisses

Le 11 décembre 1929, Marco Maillard, de Genève, a été condamné à 3 mois de prison pour son premier refus de servir. Le docteur Karl Brenner, d'Alstetten, a été, le même jour, condamné à 3 mois de prison pour refus de prendre part à un cours de répétition militaire. Lorsqu'il se présentait comme candidat au poste de professeur à l'Ecole d'Etat de Saint-Gall, il fut écarté à cause de sa résistance au service militaire.

Le 15 janvier, Alfred Bachler, fermier à Ronchini (Tessin), fut condamné à 4 mois de prison pour son second refus, malgré (ou, comme dit le professeur Raga, « peut-être à cause de ») la brillante défense faite en sa faveur par l'un des meilleurs avocats du barreau de Zurich, le docteur Farbstadt.

Hans Fischli, dessinateur à Zurich, fut aussi condamné à 3 mois de prison, pour son premier refus.

Tous ces résistants perdent leurs droits civiques pendant 2 ans, punition qui est généralement donnée aux seuls individus qui ont commis un « acte infamant ».

La condamnation prononcée contre Richard Lanica est une exception : 2 semaines de prison, sans perte de droits civiques.

En ce moment, les camarades suisses ci-après sont en prison :

Marco Dubois, à la prison de La Chaux-de-Fonds, jusqu'au commencement d'avril 1930.

Fritz Zweifel, à la Kantonale Strafenanstalt de Saint-Jacob, jusqu'à la fin de mars.

Willy Otter, à la Conciergerie de Neuchâtel, jusqu'au 18 avril.

Werner Kissling, à la Bezirksgefängnis de Meilen.

Alfred Bachler, à la prison de Lugano, jusqu'à la fin d'avril.

AUX ETATS-UNIS

De l'Italia, bulletin de la concentration antifasciste, dirigé par Ph. Turati qui fait preuve chez nous de plus de courage qu'il n'en a montré dans son pays, nous extrayons ce qui suit, pour montrer la collusion de tous les Gouvernements lorsqu'il s'agit de persécuter la pensée libre.

Etats-Unis-New-York, avril. — Un autre épisode très grave est venu confirmer les procédés d'intrigue et de corruption dont les agents diplomatiques et consulaires du Gouvernement fasciste se servent dans leur lutte contre les éléments antifascistes. Le dimanche 6 avril avait lieu à la « Cooper Union », dans une atmosphère paisible, un débat contradictoire entre Vincent Vacire, et Armand Borghi sur les problèmes italiens après le renversement du fascisme. La réunion, à laquelle plus de 2.000 personnes s'étaient rendues, était présidée par le Dr Nino Firenze. A un certain moment, l'inspecteur fédéral du Département de l'Immigration, Vincent Piaggio, faisant preuve d'une absence complète de discernement, voulut procéder à l'arrestation d'Armand Borghi, en affirmant que le Ministère du Travail avait rendu contre lui un décret d'expulsion. Etant donné le lieu et l'heure, le geste de Piaggio — qui aurait pu arrêter Borghi à la fin de la réunion — apparut sous son vrai jour, c'est-à-dire comme un acte de provocation, et suscita dans l'assemblée une vive effervescence. Borghi, bondissant de l'estrade dans la salle, réussit à s'échapper. Un détective de la police locale, qui était intervenu à la réunion en compagnie de Piaggio, voulut poursuivre Borghi et, sans se donner la peine de décliner ses noms et qualités et de montrer sa carte, chercha avec une violence inouïe à s'ouvrir un chemin parmi la foule des assistants. Devant la résistance opposée, résultat normal de l'affluence, l'agent, dans son désir d'atteindre à tout prix Borghi, tira son revolver et fit feu, tuant un ouvrier âgé de trente ans, Gino Mazzola, et en blessant un autre.

Le drame s'était déroulé si rapidement que personne n'avait réussi à comprendre ce qui se passait. Les assistants gardèrent leur sang froid et assistèrent le docteur Firenze qui les exhortait au calme, tandis que le détective meurtrier était entouré d'un groupe d'agents en uniforme, accourus au bruit des détonations, et que le mort et les blessés étaient transportés

jusqu'à une voiture d'ambulance. Par bonheur, les agents de police accourus faisant preuve d'un bon sens prudent, n'ordonnèrent pas que la réunion fut levée et celle-ci se termina sans autre incident.

Les premières enquêtes ont tout de suite montré que Piaggio, d'origine italienne, s'était fait l'instrument de représailles ordonnées par les autorités consulaires italiennes. Borghi se trouvait aux Etats-Unis en règle avec la loi. Il avait une autorisation temporaire de séjour, garantie par une caution de 2.500 dollars remise aux autorités d'immigration et déjà renouvelée une fois à l'échéance. Selon la procédure normale, si les autorités n'avaient pas voulu renouveler l'autorisation, elles auraient dû en avertir d'abord l'intéressé, puis les garants ayant fourni caution. Le mandat d'arrêt n'est pas lancé si ce n'est lorsque celui que l'on veut expulser a omis de se présenter aux autorités. Rien de pareil ne s'était passé en l'occurrence, et jusqu'au jour de la réunion Borghi avait tranquillement arpenté les rues de New-York.

Il appert au contraire que, deux jours avant la réunion, le vice-consul italien Cavadosi a eu une conversation téléphonique avec Piaggio. Il lui aurait donné les instructions pour l'arrestation de Borghi à la réunion même. Piaggio, son opération accomplie, aurait touché en récompense un chèque, qui lui aurait été remis par un employé du Consulat général. On se trouve ainsi en face d'un nouveau délit dont la responsabilité retombe sur le fascisme, en présence d'une nouvelle ingérence illicite des autorités consulaires italiennes dans les affaires du Gouvernement américain, d'un nouvel acte de corruption exercé sur un fonctionnaire fédéral.

On recueille contre Piaggio des charges très graves, desquelles il résulterait que non seulement il était en rapport direct avec les Consuls italiens, auxquels il louait ses services, contrairement à la loi, mais qu'il était également disposé à rendre service aux dénonciateurs d'expulsion en exigeant d'eux une certaine somme et en les donnant comme introuvables dans ses rapports secrets au Consulat italien et dans ses rapports officiels aux autorités fédérales.

Le World a, comme les autres journaux, un éditorial extrêmement vibrant dans lequel il accuse Piaggio d'avoir agi à la réunion en qualité d'agent provocateur, d'avoir voulu délibérément créer le désordre et d'être l'unique responsable des coups et blessures et du meurtre commis par le détective qui l'accompagnait. Voici textuellement sa conclusion : « Si les informations des journaux sont exactes, il y a eu une très grave provocation et nous espérons qu'elle devrait faire l'objet d'une enquête complète. Elle devrait être considérée en elle-même et en rapport avec les idées politiques de cet inspecteur, afin de déterminer si son action a été simplement le fait de sa stupidité ou d'une animosité quelconque contre l'homme que l'on suppose qu'il aurait dû arrêter. En d'autres termes, on devrait faire une enquête sur les causes pour lesquelles cet Armand Borghi a été marqué pour la déportation. Ils disent, et il y a de bonnes raisons pour croire que c'est vrai, que, s'il était déporté en ce moment en Italie, il serait exposé à une mort certaine. L'enquête devrait aussi éclaircir qui est aussi impatient de le renvoyer en Italie. »

Quant à nous, nous sommes sceptiques en ce qui concerne les « poursuites » qui doivent être intentées contre l'assassin. Nul doute qu'il ne soit couvert par les autorités, comme il advient toujours en pareil cas.

Jean MARESTAN

L'EDUCATION SEXUELLE

Nouvelle édition, 336 pages.

Illustrées, 18^e mille

Prix, 12 fr. 50 ; franco, 13 fr. 75

Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Egalité des sexes. — Moralités futures. — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage divorce, union libre. — Les déviations morbides. — Le problème social de la population.

En vente : Librairie d'Editions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

FREJUS

Conférence antireligieuse

Le maire de Fréjus avait promis à l'Union des Propagandistes antireligieux, une salle de la mairie pour une conférence antireligieuse.

Le jour de la conférence nous arrivons à 7 heures du soir à la mairie, pour voir si la salle était préparée. Le concierge nous fait alors connaître qu'il n'avait pas reçu d'ordre pour mettre la salle à notre disposition. Le maire que nous allons rejoindre, nous dit qu'il ne peut nous donner la salle. Nous insistons, il persiste dans son refus, nous conseillant de nous adresser au cinéma. Le directeur de cet établissement consulté, nous avoue que les cléricaux de l'endroit ont fait une démarche pour qu'il refuse que la conférence ait lieu chez lui : c'est ce qu'il fait d'ailleurs.

A 8 heures, nous nous rendons sur la place de la Mairie, pour expliquer aux personnes venues pour entendre la conférence, que celle-ci ne peut avoir lieu. Immédiatement les plus dévoués vont à la recherche d'une salle et c'est dans un café, que Nemo peut enfin parler devant un auditoire de 150 personnes.

« Vous, messieurs les croyants, qui prétendez être toujours brimés, vous qui réclamez si impudemment la liberté de conscience, vous qui trouvez tout naturel de faire balader vos idoles de bois peinturlurées par le troupeau de vos processions, reconnaissez que ce sont bien vos habitudes fausses de vous défendre : dans l'ombre, hypocritement. Vous ne croyez donc plus à la toute puissance de votre Dieu, pour en arriver à lacer toutes nos affiches et à nous fermer toutes les salles à peu près confortables de Fréjus ? Ah ! si votre Dieu était si puissant que vous vouliez bien le faire croire aux autres sans le croire vous-mêmes, il pourrait bien vous donner d'autres moyens, vous pourriez alors vous lever divinement, venir le défendre par la parole, dans nos réunions qui, contrairement aux vôtres, sont toutes publiques et contradictoires. Ah ! mais vous pensez peut-être à ce pauvre Desgranges, à Vallauris. »

Pour que votre Dieu soit puissant, il faudrait qu'il existât, or, vous savez bien que c'est vous qui l'avez inventé pour pouvoir jouir en toute tranquillité des biens (si méprisables dites-vous) de cette terre, en laissant croire aux miséreux qu'ils jouiront des biens célestes inestimables pour les récompenser de leurs privations sur cette terre : privations qui seules, font votre richesse.

Lucifer.

LYON

Le réformisme s'en va

Décidément les inamovibles n'ont pas de chance. Après ceux de l'O.T.L., c'est celui du syndicat du Livre, qui vient d'être révoqué par ses mandants. C'est une preuve que la compréhension, pénétrée des cerveaux. Cependant, ceux-là ne s'y attendaient guère : depuis aussi longtemps que cela durait, ils finissaient par croire qu'il était impossible que ça change. Attention ! Vivier Merle ! Le siège devient chancelant, la forteresse est formellement attaquée, les syndiqués, pour les permanents qui sont assés par la base. Il est vrai qu'on n'est pas pris, il y a des places de réserves, tant à la C.G.T. que dans les municipalités où l'on s'est créé des relations, aujourd'hui ils sont légion ceux qui sont attachés au ratelier du syndicalisme. Dame leur pain est à peu près assuré pour le lendemain. Pour les permanents qui sont assés aux syndicats, il y a les coopératives de production ou de consommation, ou à défaut, le patronat bien reconnaissant pour les services rendus pendant l'exercice de la fonction.

Il y a tellement de preuves, qu'il est inutile de les citer. Ces faits-là étaient très rares avant la guerre, parce que les militants étaient plus honnêtes plus scrupuleux. Depuis, les appétits se sont faits fous et on ne connaît plus de bornes pour les assouvir.

Chacun a encore présent à la mémoire, tous les noms des hommes qui ont illustré le mouvement syndicaliste. Tant à Lyon que dans les autres villes, il y a eu des hommes de 25-30 ans, ont parcouru les centres ouvriers pour tâcher d'éduquer les travailleurs, de façon à les éclairer sur les faits sociaux qui les intéressaient. Maintenant, on se contente de pactiser avec les partis politiques et chacun s'endort sur le mol oreiller des satisfactions. Les conditions de travail, les salaires, les conditions de vie, le travail émancipateur reste à faire. Très peu de ceux qui remplissent les fonctions permanentes prennent leur rôle au sérieux, et le Syndicalisme s'en va à la dérive, pendant que toutes les revendications ouvrières, qui ont été devenues la mentalité des ouvriers syndiqués d'avant guerre, groupés dans la C. G. T. ? Hélas ! il reste encore quelques hommes conscients, convaincus des vraies méthodes révolutionnaires mais alors, ils se trouvent déconcertés par l'attitude de ceux qui leur ont succédé et tout en restant eux-mêmes, ils se sont laissés tomber dans le découragement. Peut-on leur tenir rigueur ? S'il y a un mouvement, ils seront encore au premier rang. Les réformistes, les freineurs, se rangent du côté des Bourgeois, tout en faisant semblant d'être avec les ouvriers, il n'y a que les sincères qui se sacrifient pour le syndicalisme. L'histoire du mouvement est la pour nous le prouver. Continuons à réagir.

Cl. Journet.

MARSEILLE

La question coloniale

Depuis quelques années, le colonialisme s'est intégré violemment à la vie politique et sociale des grandes nations.

En France, les affaires coloniales ont gagné l'actualité. Sur le plan économique, les relations de métropole à colonies, sont passées de la période empirique et incertaine du début à celles plus précises de l'accélération et du rationnel.

C'est un fait, que de la mise en valeur et de la capacité d'achat des colonies, dépendent en partie situation favorable du marché français dans le monde économique ; et le cabinet l'admet comme mesure de sécurité, autant préventive qu'immédiate a proposé un renforcement du protectionnisme national, tenant inclus tout l'empire colonial. Les barrières douanières ainsi établies, devant permettre au capitalisme national de vivre sur le marché élargi et protégé de la métropole et des colonies.

C'est là un des aspects du monde économique qui mérite observation et étude, tant pour ses conséquences intérieures et extérieures, économiques, sociales, politiques et diplomatiques.

Sur le terrain des relations politiques, toute la psychologie coloniale est manifestement insubordination et révolte, partout les peuples coloniaux s'efforcent à l'indépendance et tentent de se libérer du joug extérieur.

La guerre du Maroc, soulèvement des Druses en Syrie, l'extermination des noirs au Congo, les fusillades de la Guadeloupe, les révoltes indochinoises, la rupture Anglo-Egyptienne, les événements de Palestine et surtout le mouvement de désobéissance aux Indes ; Haïti, Nicaragua, les tentatives d'unité chinoises et le réveil de l'Asie, forment un ensemble impressionnant de faits, qui pèsent sur la vie politique moderne et s'imposent à l'attention de l'opinion publique.

D'ailleurs la presse, la littérature, la diplomatie, s'agitent et agissent devant l'importance du problème colonial.

Dans ces conditions et après étude minutieuse du programme, des manifestations des buts implicites et explicites des moyens, etc., il nous est apparu que les fêtes du « Centenaire de la conquête de l'Algérie », avaient surtout deux motifs positifs.

1. Apologie de la politique coloniale.

2. Démonstration de force et volonté de conservation.

Tous les buts et moyens dépassant le cas particulier de l'Algérie, pour atteindre le problème général du colonialisme, lui-même directement lié à la question sociale, dans laquelle l'individu est absorbé.

Ces observations déterminèrent le Groupe de Marseille à prendre l'initiative de l'ouverture d'une campagne contre la colonisation, en prenant comme base de démonstration, le fait d'actualité : « la Colonie algérienne de l'Afrique du Nord ».

Des communiqués furent envoyés à la presse, des circulaires adressées aux groupes, appelant des initiatives parallèles et sollicitant la coordination des efforts.

Des manifestes, tracts et affiches, furent édités et mis à la disposition des intéressés, des tournées de conférences furent envisagées, mais dans l'ensemble, ces appels ne reçurent que peu d'échos.

Devant le silence général du mouvement anarchiste, le groupe de Marseille mena une activité régionale, en rapport avec ses moyens.

Les groupes de Toulon, Salon, La Ciotat, y joignirent leurs concours.

Des conférences furent faites dans toutes les localités par le camarade Angonin.

Le 9 mai, à Saint-Henri, 50 personnes étaient présentes à écouter avec attention, l'exposé critique et analytique de la question ; un délégué communiste mit en opposition les méthodes d'action anarchiste et communiste, une controverse fut engagée où la pensée anarchiste eut l'occasion de s'affirmer.

Le 12 mai à Toulon, c'est encore devant 30 personnes, que le message officiel fut déposé.

Le 13 mai, à Marseille, un public de 100 personnes était réuni au Salon Pellissier. La conférence reçut les confirmations et les précisions de plusieurs indigènes présents, un contradicteur nous envoya la défense du général colonialiste de la France. Aussitôt le débat fut élevé d'où sortit une discussion chaude, nourrie, substantielle.

Le 14 mai, à la Ciotat, 50 auditeurs curieux, furent attirés au développement du capitalisme colonial, et aux conclusions anarchistes.

Le 15 mai, à Salon, la peine 50 personnes dans la salle, mais comme partout ailleurs, un silence studieux des auditeurs.

Pour l'instant, la campagne est terminée ; les résultats peuvent être diversement commentés, ils sont de plusieurs ordres : en premier lieu, le résultat cherché est atteint puisque manifestes, tracts et conférences anarchistes ont été déposés à la propagande officielle, et ceci est d'autant plus important que nous fumes les seuls à tenter un effort en ce sens. De ce point de vue, nous sommes satisfaits ; mais il est incontestable que nous nous sommes heurtés à une indifférence à peu près générale.

Pourtant nous pensons à croire que la question coloniale est majeure et que chaque jour en augmente l'importance.

La campagne anti-coloniale a mis en valeur la gravité des problèmes et les difficultés de propagande à surmonter, en effet, comme l'écrit V. Spielmann : « Dans ce domaine il faut surtout vaincre l'inertie des camarades qui sont encore enfoncés dans le préjugé national. »

Nous appelons donc les camarades à réfléchir sérieusement à ce sujet et nous livrons à leur méditation l'expérience du groupe de Marseille d'où ils pourront tirer tous les enseignements utiles, et nous terminons en formulant l'espérance qu'un meilleur accueil soit fait dans l'avenir, à toute initiative du même genre que la nôtre.

Le groupe d'Action anarchiste.

PAS-DE-CALAIS

Pour faire réfléchir

Vendredi dernier 200 ingénieurs civils ont guetonné dans les grands bureaux des mines de Lens. Ces messieurs étaient conduits par M. Guélette, directeur des mines de Lens, président des ingénieurs civils. C'est dire l'influence que tient cette compagnie dans le monde industriel.

Après l'état-major militaire de la première région, voici les ingénieurs. Il est à croire que cette engance ne manigance rien de bon pour le peuple.

Le scandale des affaissements miniers

C'est un véritable scandale. A force d'enlever de la matière à dividendes le terrain s'affaisse, les maisons se lézardent et menacent de faire des victimes. Les proprios émus prennent des dispositions et forment des syndicats pour forcer les compagnies houillères de les indemniser. Y arriveront-ils ? Là est la question. En attendant c'est l'ouvrier mineur qui en paiera les frais par un surcroît de rendement.

Sont-elles de vraies mères ?

Une vingtaine de mères américaines sont venues s'agenouiller devant les tombes du plateau de Lorette et ensuite ont visité des autres lieux de carnage.

Décidément Lorette devient un lieu illustre exploité par la religion et le militarisme. Nous commissions des mères véritables qui ne vont pas au pèlerinage et qui ont la haine de la guerre.

L'Argus Artésien.

REIMS

A tous les camarades anarchistes !

Il fut un temps où tous les camarades du groupe anarchiste Terre et Liberté faisaient de la propagande et de l'action dans les organisations ouvrières, aussi nos camarades qui étaient forcés de compter sur nous malgré notre petit nombre.

En nous reportant à plusieurs années en arrière, camarades, vous devez vous souvenir que lorsque les fascistes en chemise bleue sous les ordres de l'inspiration dictateur Georges Valois, voulurent tenir leur premier congrès national dans notre ville, ce fut grâce à notre propre initiative que fut formé le Comité antifasciste. Il groupa toutes les forces ouvrières de la région, organisa une belle manifestation de masse qui eut lieu malgré l'interdiction du maire radical-socialiste, Paul Marchand et d'un grand déploiement des forces de police ce qui ne nous empêcha pas de cogner dur et ferme sur les fascistes...

Quelques mois plus tard, nous avions organisé deux belles conférences avec Sébastien Faure à laquelle assistèrent nos bons vieux camarades du groupe anarchiste de la Ciotat, qui avaient milité avec Grumber et Dorez avant la guerre.

Mais le bel esprit combattif et l'entente qui régnait entre nous, n'ont pas duré, malheureusement, plusieurs camarades quitteront le groupe pour des questions de tendance et de personnalité. Le résultat ne se fit pas attendre : notre organisation affaiblie, subit depuis deux ans, les conséquences de notre désunion. L'indifférence prit la place de la solidarité. La confusion, règne parmi nous. Nous sommes impuissants à empêcher la réaction fasciste et cléricale qui s'organise de plus en plus dans les milieux ouvriers, en formant des syndicats jaunes et de nombreux groupements pour abrutir et militariser la jeunesse.

Nous devons constater que la réaction prend chaque jour plus d'assurance et d'audace. C'est un peu de notre faute, car au lieu de rester dans l'indifférence, ou de nous contenter individuellement dans nos groupements corporatistes, nous ferions bien mieux de nous unir dans un esprit de tolérance, afin de nous grouper comme par le passé pour étudier et organiser les divers moyens de lutte contre les forces adverses, qui veulent faire disparaître le peu de bien-être et de liberté que les travailleurs ont arraché au prix de leur sang.

Invitions tous les camarades anarchistes, tous ceux qui luttent contre l'injustice et l'iniquité, tous ceux qui combattent pour réaliser une société égalitaire à venir renforcer notre groupe. Invitions spécialement notre camarade A. Fournier, à venir à la réunion de notre groupe, qui aura lieu samedi, au café de la Petite Poste, rue Gambetta.

R. Gérard.

Les camarades pourront se procurer tous les journaux libertaires, rue Henri-IV, à la librairie Chirac.

(Suite en 4^e page.)

fut la seconde manifestation pratique de l'idée égalitaire dans les masses. Toutes ces tentatives, sans en excepter cette dernière, purent échouer pour deux raisons : d'abord parce que les masses ne s'étaient point suffisamment développées pour en rendre la réalisation possible, et ensuite surtout, parce que, dans tous ces systèmes d'égalité s'élevait à la puissance, l'autorité de l'Etat et que, par conséquent, elle excluait la liberté. Et nous le savons, l'égalité n'est possible qu'avec et par la liberté, non pas cette liberté exclusive des bourgeois, qui est fondée sur l'esclavage des masses et qui n'est pas la liberté mais le privilège, cette par cette liberté universelle des êtres humains qui élève chacun à la dignité d'homme. Mais nous savons aussi que cette liberté n'est possible que dans l'égalité. Révolte non seulement théorique, mais pratique contre toutes les institutions et contre tous les rapports sociaux créés par l'égalité, puis établissement de l'égalité économique et sociale par la liberté de tout le monde. Voilà notre programme actuel, celui qui doit triompher malgré les Bismarck, les Napoléon, les Thiers, et malgré tous les coqs de mon auguste empereur, le tsar de toutes les Russies.

La conspiration de Babeuf avait réuni dans son sein tout ce qui, après les exécutions et les déportations du coup d'Etat réactionnaire de thermidor, était resté de citoyens dévoués à la Révolution à Paris, et nécessairement beaucoup d'ouvriers. Elle échoua ; beaucoup furent guillotinés, mais plusieurs eurent le bonheur d'échapper, entre autres le citoyen Buonarroti, un homme de fer, un caractère antique, tellement respectable qu'il sut se faire respecter par les hommes des partis opposés. Il était longtemps en Belgique, où il devint le principal fondateur de la société secrète des Carbonari — communistes — et qui, dans un livre devenu très rare aujourd'hui, a raconté cette lugubre histoire, cette dernière protestation héroïque de la Révolution contre la réaction, connue sous le nom de la conspiration de Babeuf.

L'autre protestation de la société contre la corruption bourgeoise, qui s'était emparée du pouvoir sous le nom de Directoire, fut, comme je l'ai déjà dit, l'usurpation du premier Bonaparte. Cette histoire, mille fois plus lugubre encore, est connue de vous tous. Ce fut la première inauguration du régime infâme et brutal du sabre, le premier soufflet imprimé au début de ce siècle par un parvenu insolent sur la joue de l'humanité. Napoléon 1^{er} devint le héros de tous les despotes, en même temps que militairement il en fut la terreur. Lui vaincu, il leur laissa son funeste héritage, son infâme principe : le mépris de l'humanité et son oppression par le sabre.

Je ne vous parlerai pas de la Restauration. Ce fut une tentative ridicule de rendre la vie et le pouvoir politique à deux corps taris et déchés : la noblesse et les prêtres. Il n'y eut sous la Restauration que ceci de remarquable, qu'attaquée, menacée dans ce pouvoir, qu'elle avait cru avoir conquis pour toujours, la bourgeoisie était devenue quasi-révolutionnaire. Ennemie de l'ordre public aussitôt que cet ordre public n'est pas le sien, c'est-à-dire aussitôt qu'il établit et garantit d'autres intérêts que les siens, elle conspire de nouveau. MM. Guizot, Périer, Thiers et tant d'autres, qui sous Louis-Philippe se distinguaient les plus fanatiques partisans et défenseurs d'un gouvernement oppressif, corrompu, mais bourgeois et par conséquent parfait à leurs yeux, toutes ces âmes damnées de la réaction bourgeoise, conspirèrent sous la Restauration. Ils triomphèrent en juillet 1830 et le règne du libéralisme bourgeois fut inauguré.

C'est depuis 1830 que date la domination exclusive des intérêts et de la politique bourgeoise en Europe ; surtout en France, en Angleterre, en Belgique, en Hollande et en Suisse. Dans les autres pays tels que l'Allemagne, le Danemark, la Suède, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, les intérêts bourgeois l'avaient bien emporté sur tous les autres mais non le Gouvernement politique des bourgeois. Je ne vous parle pas de ce grand et misérable empire de toutes les Russies, qui encore soumis au Despotisme absolu des tsars, et qui n'a proprement pas de classe politique intermédiaire, point de corps politique bourgeois et où il n'y a en effet que le monde officiel, une organisation militaire, policière et bureaucratique pour remplir les caprices de tzar, d'un côté et de l'autre le peuple, des dizaines de millions dévorés par le tsar et ses fonctionnaires. En Russie, la révolution viendra directement du peuple, comme je l'ai amplement démontré dans un assez long discours que j'ai prononcé il y a quelques années, à Berne. Je ne vous parle pas non plus de cette malheureuse et héroïque Pologne, qui se débat, toujours étouffée de nouveau, mais jamais morte, sous la serre de trois aigles infâmes : celui de l'empire russe, de l'empire d'Autriche et du nouvel empire d'Allemagne représenté par la Prusse. En Pologne comme en Russie, il n'y a probablement pas de classe moyenne ; il y a d'un côté la noblesse, bureaucratie héréditaire, esclavé du tsar de Russie, ci-devant dominante et aujourd'hui désorganisée et déché en Pologne, et de l'autre côté, il y a le paysan asservi, dévoré, écrasé, non plus par la noblesse, qui en a perdu le pouvoir, mais par l'Etat, par ses fonctionnaires innombrables par le tsar. Je ne vous plus non plus des petits pays de la Suède et du Danemark, qui ne sont devenus réellement constitutionnels que depuis 1848 et qui sont resrés plus ou moins en arrière du développement général de l'Europe, ni de l'Espagne et du Portugal, où le mouvement industriel et la politique bourgeoise ont été paralysés si longtemps

par la double puissance du clergé et de l'armée. Cependant je dois observer que l'Espagne, qui nous paraît si arriérée, nous présente aujourd'hui une des plus magnifiques organisations de l'internationale qui existent dans le monde.

Je m'arrêterai un instant sur l'Allemagne. L'Allemagne, depuis 1830, nous a présenté et continue de nous présenter le tableau étrange d'un pas où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie, mais à la monarchie absolue sous un masque de constitutionnalisme, militairement et bureaucratiquement organisé et servi exclusivement par des nobles.

C'est en France, en Angleterre, en Belgique surtout qu'il faut étudier le règne de la bourgeoisie. Depuis l'unification de l'Italie sous le sceptre de Victor-Emmanuel, on peut l'étudier aussi en Italie. Mais nulle part il ne s'est aussi pleinement caractérisé comme en France ; aussi est-ce dans ce pays que nous le considérons principalement. Depuis 1830, le principe bourgeois a, en pleine liberté de s'y manifester dans la littérature, dans la politique et dans l'économie sociale. On peut le résumer par un mot : l'individualisme. L'entends par individualisme cette tendance, qui, considérant toute la société, la masse des individus, comme des indifférents, des rivaux, des concurrents comme des ennemis naturels, en un mot, avec lesquels chacun est bien forcé de vivre, mais qui, obstruant la voie à chacun, pousse l'individu à conquérir et à établir son propre bien-être, sa prospérité, son bonheur malgré tout le monde, au détriment et sur le dos de tous les autres.

C'est une course au clocher, un sauve-qui-peut général où chacun cherche à parvenir le premier. Malheur à ceux qui s'arrêtent, ils sont dévancés. Malheur à ceux qui, lassés de fatigue, tombent en chemin, ils sont de suite écrasés ! La concurrence n'a point de cœur, n'a point de pitié, malheur aux vaincus ! Dans cette lutte, nécessairement, beaucoup de crimes doivent se commettre, toute cette lutte fratricide n'est qu'un crime continu contre la solidarité humaine, qui est la base unique de toute morale. L'Etat, qui, dit-on, est le représentant et le vindicteur de la justice, n'empêche pas la perpétration de ces crimes, il les perpétue et les légalise au contraire. Ce qu'il représente, ce qu'il défend, ce n'est pas la justice humaine, c'est la justice juridique, qui n'est rien autre chose que la consécration du triomphe des forts sur les faibles, des riches sur les pauvres. L'Etat n'exige qu'une chose : c'est que tous ces crimes soient accomplis légalement. Je puis vous ruiner, vous écraser, vous tuer, mais je dois le faire en observant les lois. Autrement je suis déclaré criminel et traité comme tel. Tel est le sens du principe de ce mot : individualisme.

Maintenant, voyons comment ce principe s'est manifesté dans la littérature créée par Victor Hugo, les Balzac, les Jules Janin et tant d'autres auteurs de livres et d'articles de journaux bourgeois, qui depuis 1830 ont inondé l'Europe, portant la dépravation et réveillant l'égoïsme dans les coeurs des jeunes gens des deux sexes et malheureusement même du peuple. Prenez tel roman que vous voulez ; à côté des grands et faux sentiments, des belles phrases, que trouvez-vous ? Toujours la même chose. Un jeune homme est pauvre, obscur, méconnu, il est dévoré de toutes sortes d'ambitions et d'appétits. Il voudrait habiter un palais, manger des truffes, boire du champagne, rouler en carrosse et coucher avec quelque belle marquise. Il y parvient à force d'efforts héroïques et d'aventures extraordinaires, tandis que tous les autres succombent. Voilà le héros, c'est l'individualisme pur.

(La fin au prochain numéro.)

TRIBUNE SYNDICALE

PRÉCISIONS INDISPENSABLES

Ce qui me surprend le plus de la part de Le Pen, c'est sa croyance en l'Unité. Il pense qu'un rapprochement entre les trois C.G.T. est encore possible et seul, ou presque, très courageusement, il lutte au sein de la vieille C.G.T. d'admirer sa ténacité, mais il ne permettra de ne point partager ses espoirs... d'autant plus qu'il reconnaît que les principes de la C.G.T.S.R. sont ceux du véritable syndicalisme révolutionnaire et que ce sont ces principes mêmes qu'il veut voir revenir au sein de la C.G.T. Dans son précédent article, Le Pen ne disait-il pas que le programme, pourtant pas bien méchant, de cette organisation, avait le don d'effaroucher les syndiqués qui s'y trouvaient ?

Le rôle de la C.G.T.S.R. peut être nuisible à la réalisation d'une unité syndicale qui engloberait les deux tendances : réformiste et révolutionnaire, et c'est tant mieux ! Par contre, elle ne peut que faciliter le rapprochement des syndicalistes qui luttent contre le Capital et contre l'Etat. Elle peut donc couvrir efficacement pour l'Unité des syndicalistes révolutionnaires.

De toutes façons, je préfère savoir que notre camarade ne recherche pas la masse pour la masse et qu'il tente de produire un redressement.

Il reconnaît très loyalement que si l'action corporative est assez semblable, il n'en est pas de même de l'action sociale.

Par exemple, voici une affirmation un peu osée : « On peut élaborer au sein de tel ou tel organisme des solutions théoriques parfaites, mais d'une application difficile, ce qui fait qu'elles ne sont au demeurant que de belles formules. »

Allons Le Pen ! Souviens-toi des 8 heures.

Les « trois huit » c'était à l'origine une belle formule. Pourtant les 8 heures ont fait leur chemin depuis les *Martyrs de Chicago*. Il en est de même d'ailleurs pour toutes les revendications et les difficultés d'application ne doivent pas nous arrêter.

SALAIRE UNIQUE ET 6 HEURES DE TRAVAIL. La C.G.T.S.R. ne se laissera pas de répandre cette revendication qui possède une puissance révolutionnaire incomparable.

Il est osé, aussi, de dire que parce que l'U.A.C.R. et la C.G.T.S.R. ont des principes semblables il en résultera une dualité. Je n'y vois que des raisons d'entente, de collaboration dans l'action. Les anarchistes révolutionnaires n'ont rien à redouter d'un syndicalisme antilatéral. Et les syndicalistes libertaires savent que l'anarchisme que nous défendons entend leur laisser leur entière liberté.

PIERRE LENTENTE.

C. G. T. S. R.

TOUJOURS L'ESCROQUERIE

Nous ne voudrions pas qu'il fut dit que nous assions de la réclame pour la presse bourgeoise, serait-elle de gauche.

Cependant l'« éditorial » du « Quotidien » du 10 mai dernier n'est pas fait pour nous déplaire, puisqu'il nous dit que nous sommes l'« entreprise des réactionnaires qui sont d'une audace inouïe ».

C'est précisément parce que nous faisons partie de la phalange des syndicalistes révolutionnaires que l'« éditorial » du « Quotidien » se croit autorisé à défendre « l'immense population des travailleurs ».

D'un bout à l'autre, le bon politicien né bourgeois, défend qu'on touche à l'escroquerie. L'invalidité, la vieillesse, la maladie sont autant de cordes sensibles que notre musicien fait vibrer.

Le tout sera de savoir si son instrument a été bien accordé, car enfin ce monsieur « l'homme », s'il paraît animé de bons sentiments, a quelque peu de retard « dans l'histoire », il veut tout uniquement nous contraindre à accepter cette force sous le fallacieux prétexte qu'elle pourra être améliorée.

« Prenez toujours cela, ça n'est pas grand chose mais, attendez mieux ». Toujours à mieux quoi, comme la devise de la sardine. C'est par obligation que l'on fait aux gens de se soumettre, que nous combattons la loi ; est-ce qu'un bourgeois devenu député, souvent

par protection, est qualifié pour apporter le bien-être aux travailleurs ? Nous connaissons trop l'altruisme du « parlementaire » pour ne pas considérer un seul instant que seul l'intérêt personnel le guide et le fait agir.

Qu'on le veuille ou non, l'escroquerie aux assurances sociales est la cause de la crise économique que nous subissons de ce moment. Le fabricant de *Fine Cinq Étoiles* du « Quotidien » semble oublier qu'à l'heure actuelle les affaires marchent au ralenti et que pourtant, les travailleurs ont bien du mal (surtout dans le Bâtiment) à trouver la bonne grêche.

Le journal à J. Hennessy oublie que le patron attend la majoration de 20 % sur ses prix, pour la reprise de ses affaires, nous le lui disons.

Nous savons aussi que le chiffre officiel des inscriptions à l'escroquerie a été enflé de telle sorte que nous nous inscrivons en faux contre lui.

Les gars du Bâtiment continueront à combattre cette loi antiouvrière. Ils n'en veulent pas. De même, ils se refusent à laisser tondre encore leur salaire pour engraisser la nouvelle armée des 12 ou 15.000 fonctionnaires que cela nécessite.

Et dire que ces mêmes gens osent encourager une C.G.T. qui n'a plus rien de révolutionnaire, dans sa campagne « d'éducation » pour cette loi affreuse qu'ils ont qualifiée de « Salut Social ».

Pour le bourgeois repu et toujours affairiste, cela peut passer pour de la philanthropie, nous disons nous que ce n'est que de la basse démagogie, c'est pourquoi nous lutterons jusqu'au bout pour empêcher l'application de l'escroquerie et pour éviter aux prolétaires d'être des dupes. Les gens à courtie vue en seront pour leur honte. — La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

C. G. T.

TERRASSIERS

Réunion de la Section de Conflans-Sainte-Honorine dimanche 8 juin à 9 h. 1/2, lieu habituel. — Le Secrétaire.

LA VOIX DE PROVINCE

(suite de la 3^e page)

TOULOUSE

Note

N'ayant pu consulter le groupe de Toulouse à ce sujet, c'est en mon nom personnel que j'écris. Je me réjouis, à la vue de notre « Lib » de la rubrique « La Voix de Province » prenant chaque jour plus de place dans notre journal et ce m'est une excellente raison, pour protester contre la note que je suppose être de notre brave ami Lentente, puisque c'est lui qui en assure la mise en page.

On peut être un très bon et très agréable copain et ne pas toujours être dans le vrai. L'on doit alors pouvoir supporter que l'on vous en fasse l'observation sans s'en formaliser. Il m'est arrivé assez souvent de me mettre dans ce cas, mais comme mes copains en qui j'ai toute confiance m'ont fait observer mes erreurs, je me suis incliné.

Je ne doute pas que Lentente en fasse autant. Nous voulons faire du fédéralisme et je sais bien que cela n'est pas toujours facile, nous serions cependant mal venus d'entraver les tentatives dans ce sens.

Eh quoi ! Lentente ! ne te rappelles-tu pas que nous avons décidé au Congrès qu'avant de fonder la parution d'éditeurs régionaux, nous étions le terrain dans « La Voix de Province » afin de voir si nous pourrions être assurés d'avoir de la copie ?

J'estime que les camarades répondent à l'effort dont on doutait qu'ils fussent capables.

Cela a commencé par une colonne et peu à peu nous en sommes arrivés à trois ; était-ce trop escompter ? et faut-il maintenant jeter la douche sur ce bel enthousiasme ? Que non pas ! J'estime que tu ne dois pas, Lentente, arrêter un si bel élan, mais conseiller au contraire, un nouvel essor. Laisse les copains s'exprimer comme ils l'entendent, comme ils le sentent. La copie n'est peut-être pas d'un beau style... elle est pourtant supportable et... en forgeant, on devient forgeron ! Les articles font double emploi. Ceci est malencontreux, évitable s'ils amènent d'un même groupe ; dans le cas contraire, cela prouve que sur différents points de notre pays, on souffre les mêmes maux et cela en souligne toute la gravité.

De la copie, camarades, de la copie ! et lors que nous allons sentir l'épreuve suffisante, nous parlerons d'éditeurs locaux ou régionaux, ce qui, à mon avis, ne saurait tarder.

Je crois devoir profiter de cette petite note, pour faire part d'une petite initiative accessible à certains. A l'instar des grands quotidiens ou régionaux, qui annoncent sur une petite affiche les manchettes de leurs articles, nous avons presque décidé, au groupe de Toulouse, cette innovation propre à développer la vente de notre journal. Ne pensez-vous pas camarades, que si nous avions eu cela, cette semaine, et que

l'on ait pu lire : « La Guerre qui vient... Nous ne marcherons pas... La Rédaction » « Socialisme et Défense nationale... d'Epsilon », etc., etc.,

Ni croyez-vous pas que cela aurait fait de l'effet ? De nombreuses personnes sont venues nous demander ce que nous pensions de ces bruits alarmants... Nous leur avons donné le journal. La manchette également des articles locaux ou régionaux, inciterait également à l'achat. Je veux comme exemple de ce qui précède, la vente que nous avons faite voici une quinzaine, jour de la fête de Jeanne d'Arc, où nous avions sorti un tableau de 1 m. sur 0,80, représentant le supplice de la Pucelle avec en exergue : « Jeanne d'Arc, trahie par son roi, brûlée par les prêtres... Souvenez-vous ! Tels ils étaient hier, tels ils seraient demain... »

Le jour-là, nous n'avons pas eu assez de « Libertia ».

Il faut mettre l'esprit des gens en éveil, exciter leur curiosité et le souhaite que l'initiative que je signale reçoive un bon accueil.

A. Tricheux.

Chez nos capituols

Le Conseil municipal s'est réuni en séance publique le 28 mai à 20 h. 45, presque au grand complet ; les conseillers sont de bons ouvriers, qui s'absentent très peu de cette usine, à part les noces, banquets, baptêmes, maladie ou excusés ils sont toujours là ; surtout que le travail qu'ils y font a besoin de beaucoup d'énergie et le concours de tous est utile ; beaucoup de questions publiques et aussi d'après la « Dépêche », on s'est mis d'accord pour donner le nom de Félix Lavit au square Marengo ; je n'insisterai pas sur le nom du regrette Lavit, presque un article lui a déjà été réservé.

Ensuite sur la proposition du maire on a décidé d'accorder à la veuve une petite allocation annuelle de 1.500 fr. : nos sociaux ont beaucoup de cœur après que celui-ci a été ruiné par la grande Coopération « l'émancipation », pour le plus grand profit des salariés qui y sont occupés, il était urgent qu'ils pensent à la veuve de leur confrère disparu. Maintenant, les compagnons qui tombent d'un échafaudage, qui sont électrocutés ou écrasés à l'O. N. I. A., de Bedouze ou victimes dans les nombreux bagnes capitalistes d'accidents mortels, cela pendant leur vie ont dû sûrement gagner suffisamment pour laisser à leurs veuves et orphelins un héritage appréciable qui les met à l'abri du besoin et notre municipalité n'a pas à y penser.

Le règne du sabotage dans la construction

Il existe à Toulouse une preuve de plus que le peuple n'a rien à gagner à la prise du pouvoir par un parti politique d'avant garde, fut-il socialiste, et que la transformation sociale, telle que l'entendent les chefs socialistes et pas mal de leurs suiveurs, ne donnerait pas un sort bien meilleur qu'il ne subissent actuellement, peut-être même serait-il pire.

Voici les faits, Toulouse possède une Association d'ouvriers charpentiers, dits Toulousains, organisés en une sorte de Coopération de construction, dont je ne connais pas les statuts, ni les règlements, mais dont je comprends les buts. Ils ont comme directeur, un ancien anarchiste : P. Barthe.

La municipalité étant socialiste, vit en très bons termes avec cette entreprise. En bien sûr ! les plus importants travaux de construction que fait exécuter la ville sont exécutés par les charpentiers toulousains, particulièrement les maisons ou cités ouvrières. Jusque là, il n'y aurait pas trop à redire, mais cette entreprise organisée par des ouvriers ne tend qu'à une chose, exploiter dans les grandes largeurs, et les ouvriers qu'ils ont sous leurs ordres et la ville même ; par la mauvaise condition que nous des travaux, où il n'existe pour ainsi dire pas de contrôle par les architectes, et cela se comprend : entre amis on se prête confiance. La municipalité socialiste étant fort bien avec ladite entreprise, donc, pas de surveillance sur les travaux, emploi de toutes sortes de matériaux, bons et mauvais des mauvais surtout, employés dans de mauvaises conditions que nous pourrions préciser s'il le fallait, je puis affirmer qu'il n'y a rien d'étonnant, à ce qu'il y ait des maisons qui s'écroulent, étant construites dans les conditions et avec les matériaux employés par ladite entreprise.

Ici les travaux ne sont pas surveillés par les responsables de la ville, en revanche, les ouvriers le sont par les chefs ou contremaîtres qui ont sous leur surveillance.

Sans répit, ils vont de l'un à l'autre, car il ne faut pas qu'une minute soit perdue.

Le plus navrant, c'est de voir l'inconscience des ouvriers, se prêtant au sabotage d'un travail qui, pour le bien de tous, gagnerait à être exécuté consciencieusement, et par là, donnerait plus de profits aux ouvriers, puisqu'il durcirait davantage. Mais, ils sont si gâtés de dire :

« Hein ! nous en avons fait des mètres aujourd'hui ! » Sans tenir compte que la journée qu'ils touchent est minime à côté de ce qu'ils ont gagné pour l'entreprise.

Comme conclusion pour aujourd'hui (car nous y reviendrons) : une ville administrée par des socialistes, qui laissent saboter les travaux dont ils se montrent fiers, au profit d'une clique d'anciens ouvriers qui ont pour but de s'enrichir en vitesse, comme s'ils avaient peur que cela cesse tout à coup, chose qui pourrait bien arriver. Gagner de l'argent en vitesse, telle est leur formule, ils possèdent chacun leur auto, payée de la bière, de la nuit, et évidemment pour peu que cela dure ils sont appelés à devenir millionnaires sur le dos de la ville et des ouvriers. Roule, Ouvrier syndiqué, du Bâtiment

Mackno. — La Révolution en Ukraine ..	5
Fernand Pelloutier. — Histoire des bourses du Travail ..	12
E. Reclus. — L'évolution, la Révolution et l'idéal anarchiste ..	12
E. Reclus. — Responsabilités, 3 vol. ..	15
R. Rolland. — Mahatma Gandhi ..	12
Sauter. — Philosophie du déterminisme ..	12
Schwitzgebel. — Quelques écrits ..	5
Georges Sorel. — Reflexions sur la violence ..	12
Les illusions du progrès ..	12
Matériaux d'une théorie du prolétariat ..	12
Introduction à l'économie moderne ..	15
De l'utilité du pragmatisme ..	15
Les ruines du monde antique ..	12
La décomposition du marxisme ..	2
La révolution dreyfusienne ..	2
Max Stirner. — L'unique et sa propriété ..	12

BIBLIOTHEQUE

Syndicalisme et socialisme. Conférence internationale, par V. Griffuelhes, B. Krichewsky, A. Labriola, Hubert Lagardelle et Robert Michels.	12
La décomposition du marxisme, par Georges Sorel.	12
Le Parti Socialiste et la Confédération du Travail. Discussion, par Jules Guesde, Hubert Lagardelle et Edouard Vaillant.	12
La Révolution Dreyfusienne, par G. Sorel.	12
Les Bourses du Travail, par Delesalle.	12
Voyage révolutionnaire, par Griffuelhes.	12
Le Mouvement ouvrier en Italie, par Lanzillo.	12
Le Sabotage, par Em. Pouget.	12
Le Syndicalisme français contre la guerre, par Jouhaux.	12
Chaque vol. 2 fr	

CEUVRES COMPLETES DE KARL MARX	
LE CAPITAL	
I. Le procès de la production du capital ..	12
4 vol. à ..	12
II. Le procès de la circulation du capital, 4 vol. à ..	12

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE séance du 19 mai

La Commission Administrative enregistre les chiffres suivants de l'inventaire de la librairie : au total — et au prix de vente — le fonds a une valeur de 30.283 fr. 50, se répartissant ainsi : volumes, vente courante, 9.332 fr. 50 ; volumes, vente difficile, 4.103 fr. 50 ; brochures diverses, 16.847 fr. 50.

La C.A. ne peut continuer à faire paraître le Libéraire sur grand format (elle en a donné les raisons dans le précédent numéro). Il lui sera d'ailleurs assez difficile d'assurer une parution régulière même avec le petit format ; il lui faudra, en outre, amortir les dettes semaine par semaine ; il est donc nécessaire que le dévouement des camarades ne se ralentisse point ; il serait bon, au contraire, qu'il augmente.

En ce qui concerne la rubrique « la Voix de province », la Commission Administrative émet le vœu que celle-ci soit utilisée au mieux de la propagande, locale et générale, par les amis de province, et ne serve jamais à aviver des chicanes qui nous mèneraient à rien de bon. Le camarade Lentente, qui est chargé de la mise au point de cette rubrique, fera de son mieux dans ce sens-là ; mais ce qui est d'abord souhaitable, c'est que les copains qui alimentent « la Voix de province » s'appliquent à ne point donner lieu à censure de la part de la rédaction. Cette rubrique doit servir, plus que tout autre lien peut-être, à unir les anarchistes répandus dans tout le pays mais ça dépendra beaucoup de la façon dont elle sera rédigée.

PARIS-BANLIEUE

Fédération parisienne. — Dans sa séance du samedi 31 mai, l'assemblée générale, placée devant la question du renouvellement du Bureau, s'est prononcée pour le maintien de celui-ci.

Elle a eu à examiner les résultats de l'action électorale et à envisager les différents moyens de mener une agitation efficace au sein du mouvement ouvrier.

Le ressort de la discussion que les difficultés rencontrées au cours de la période passée et présente pour étendre notre influence, ont des causes profondes que plusieurs camarades se sont attachés à faire ressortir.

La position du « Libéraire » a motivé également plusieurs interventions.

Il appartient aux groupes, en raison de la gravité de la situation, d'envisager sérieusement les remèdes propres à améliorer la position sociale de notre mouvement.

Nous attendons leurs suggestions pour le prochain Comité d'initiative, qui se tiendra le samedi 14 juin, à 20 h. 30, 72, rue des Prairies, 20^e. — Le Bureau.

Groupe des 10^e, 19^e, 20^e. — Prochainement le groupe organisera une controverse entre 2 militants anarcho-syndicalistes, l'un C. G. T., l'autre C. G. T. S. R. sur le syndicalisme et l'unité syndicale. Réunion du groupe vendredi 13 juin, à 21 h., 72, rue des Prairies. Préparation de notre conférence mensuelle.

Groupe des 4^e et 12^e. — Réunion de tous les camarades, mercredi 31 mai, à 20 h., 30, au local habituel. Répartition.

Groupe du 15^e. — Réunion vendredi 6 juin à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle, Petite salle de la coopérative.

Groupe anarchiste des 47 et 48^e arrondissements. — Mardi 10 juin : Pas de réunion.

Groupe régional d'Antony. — Dimanche 13 juin, à 10 h. 30, Café de la Cigogne, 72, avenue d'Orléans, Antony, assemblée générale du groupe.

Groupe régional de Bezons. — Réunion du groupe, le samedi 7 juin à 20 h. 30, salle du café de l'Abbaye, Grande-Rue, à Carrières. Tous les copains et sympathisants sont priés d'être présents. Très urgent. — Le secrétaire.

Le groupe de Bezons a pris la décision d'organiser une fête champêtre sur les bords de la Seine, à Bougival, le dimanche 15 juillet. Nous demandons à tous les copains de la région de retenir cette date.

Groupe anarchiste de Bicêtre. — Réunion dimanche 8 juin, à 10 h. 30, Café Ramel, 10 rue du 11-Juillet, à Bicêtre, angle rue du Kremlin ; appel est fait aux sympathisants habitant la région.

Choisy-le-Roi et région. — Un groupe est en formation pour cette région. Une réunion préparatoire aura lieu le 22 juin à Choisy, avec le concours du groupe régional d'Antony. Pour renseignements complémentaires, écrire à Roger Durol, 17, Grande-Rue, à Fismes, Seine.

Glichy, Asnières, Gennevilliers, Levallois.

Un groupe anarchiste-communiste est en formation à Glichy. Les camarades et sympathisants sont cordialement invités à assister à sa première réunion le vendredi 6 juin, à 20 heures 30, Salle municipale, 115, rue du Bois, à Glichy. (Pour la salle de réunion, s'adresser au concierge.)

res 30, Salle municipale, 115, rue du Bois, à Glichy. (Pour la salle de réunion, s'adresser au concierge.)

Livry-Gargan. — Dans sa dernière réunion, le groupe a pris d'importantes décisions concernant la propagande dans la région. Pour la mise en application de celle-ci et pour la coordination de nos efforts, il serait souhaitable que tous les camarades assistent régulièrement aux réunions à venir, qui auront lieu dorénavant les 1^{er} et 3^e samedis du mois. Prochaine réunion le 7 juin, à 21 heures, salle Coulon, rue de Paris. Causerie par le camarade René. Les journées révolutionnaires de juin 1948.

PROVINCE

Groupes d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe de Pénzans. — Le groupe de Pénzans se réunit tous les dimanches matin, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Groupe Anarchiste-Communiste de St-Etienne. — Les camarades qui désiraient se faire inscrire au groupe peuvent le faire tous les jours. Un camarade de la Jeunesse syndicaliste sera à leur disposition, salle 20, Bourse du Travail.

Groupe Anarchiste Communiste de Toulouse. — Tourne Bastien. — Le groupe de Toulouse informe les camarades ou groupes de la région que la tournée avec le camarade Bastien, annoncée pour le mois de juin, ne peut avoir lieu et est remise à une date ultérieure car une campagne d'agitation est entreprise en ce moment dans la région, contre la répression, principalement pour le cas des deux camarades espagnols emprisonnés à Montpellier, cas qui a été signalé dans le dernier Libéraire.

Pour le fédéralisme. — Le groupe de Toulouse invite les groupes et individualités éparses dans la région du Midi, d'accord avec le point de vue de la majorité de l'U. A., au congrès de Paris 1950, à se mettre en rapport avec lui, afin de s'entendre et d'envisager les moyens pour accomplir un travail effectif et efficace dans le courant de l'année qui court.

Les groupes ou individualités que notre proposition intéresse sont priés de se mettre en relation avec le camarade : Nan Victor, 32 rue Cany, 32, Toulouse.

Réunions. — Le groupe se réunit tous les samedis à 20 h. 30 au siège 43, rue Saint-Charles. Groupe d'achats en commun. Répartition des denrées tous les dimanches matin au siège.

Librairie. — Vente du Libéraire, de livres, brochures, chansons, etc., etc., le dimanche matin à la librairie volante qui se tient boulevard de Strasbourg, angle rue Saint-Bernard.

Trelazé. — Groupe d'Etudes Sociales. Réunion lundi 9 juin à 9 h. 30 salle de la Coopérative. Que tous soient présents. — P. Allain.

Communications Diverses

Groupe Ouvrier Anarchiste de Liège. — Les camarades anarchistes et sympathisants sont priés de se réunir au local de la Maison des Syndicats, 29, rue de la Loi, à Liège, le 15 juin, à 16 heures. Le sujet traité « Extension de la propagande par la « Librairie Ouvrière ». Vu l'importance du sujet, les camarades de Liège et des environs sont instamment priés d'assister à cette réunion. — Pour le groupe : P. Gonda.

Solidarité. — Notre ami Chéron remercie les camarades du geste de solidarité qu'ils ont cru bon d'effectuer à son égard et à son insu et leur demande de penser aux emprisonnés ainsi qu'à ceux ayant perdu momentanément l'usage de leurs bras.

Université Populaire de Montreuil. — Jeudi 12 juin, à 20 h. 3/4, salle des Fêtes de Montreuil, rue Marcelin-Berthelot, grande soirée familiale de Cinéma.

Programme des films : 1^{er} Les films scientifiques présentés par l'auteur ; 2^e La souriante Madame Beudet, film d'avant-garde.

Après la projection, la parole sera donnée aux spectateurs. Participation aux frais : 3 fr.

Le Revue anarchiste. — L'individu à la recherche de lui-même, par Ganz-Allein ; Liberté, Liberté chérie !, par Jules Ruel ; Ballade pour la claire fontaine, poème de Pierre Châtelet ; L'Individu ; La Notion de la Réciprocité, par E. Armand ; La Vérité en marche, par Voline ; Centenaire de la Conquête de l'Algérie (1830-1930) (Colonisation capitaliste), par Elie Angonin ; Une Définition du Libre Penseur, par Georges Vilhouteau ; Les Livres, par A. Bailly et Camille ; Lettres d'ailleurs (Lettre du Portugal), par R. R. ; Dans le Jeu de Quilles, par Le Chien ; A travers les Périodiques, par Joseph Durand ; Notes et Communiqués. L'exemplaire, 2 fr. 50.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : MARCEL MONTAGUT.

Imprimerie spéciale du Libéraire
10-12 rue Paul-Lafarge, Paris

Chaque vol. de 80 à 100 pages : 3 fr.
Le tome XII : 10 fr.

CEUVRES DE P.-J. PROUDHON

Système des contradictions économiques ou philosophie de la Misère. Introduction et notes de Roger Picard. 1923. 2 vol. in-8 ^e brochés ..	40 fr.
Idee générale de la Révolution au XIX ^e siècle. Introduction et notes de A. Berthod. 1923. 1 vol. in-8 ^e broché ..	30 fr.
De la capacité politique des classes ouvrières. Introduction et notes de Maxime Leroy. 1924. 1 vol. in-8 ^e broché ..	30 fr.
De la création de l'ordre dans l'humanité. Introduction et notes de MM. Bouglé et Cuvillier. 1927. 1 vol. in-8 ^e broché ..	30 fr.
La guerre et la paix. Introduction et notes de H. Moysset. 1926. 1 vol. in-8 ^e broché 40 fr.	

BROCHURES

PROPOS SUBVERSIFS DE S. FAURE

La fausse rédemption ..	0 50
La dictature de la bourgeoisie ..	0 50
La pourriture parlementaire ..	0 50
Leur patrie ..	0 50
La morale officielle et l'autre ..	0 50
La femme ..	0 50
L'enfant ..	0 50
Les familles nombreuses ..	0 50
Les métiers haïssables ..	0 50
Les forces de la révolution ..	0 50
Le chambardement ..	0 50
La véritable rédemption ..	0 50

BROCHURES SYNDICALISTES

Pelloutier. — Les Syndicats en France ..	0 30
E. Pouget. — Le Syndicat ..	0 30
Le parti du Travail ..	0 30
L'action directe ..	0 30
Les bases du syndicalisme ..	0 30
Centralisme et Fédéralisme ..	0 30
Kropotkine. — Le Salarial ..	0 50
franco : 2 50	

LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES

72, Rue des Prairies, Paris (20^e Arrond.)

Chèque postal : J. GIRARDIN-PARIS 1191-98

La Librairie d'Éditions Sociales se charge de fournir tous les ouvrages de philosophie, sociologie, sciences, littérature, question sexuelle, hygiène, ainsi que tous les classiques de langue française.